

COMMISSION des Douanes et des Conventions
commerciales.

(ANNÉE 1925)

Président :

M. MOREL (Jean).

Vice-Présidents :

MM. CHAPSAL, POTIÉ.

Secrétaires :

MM. DONON, EUGÈNE CHANAL.

Membres :

MM.
AUBER.
BACHELET.
BOMPARD.
BUHAN.
CADILHON.
CASSEZ.
CHARPENTIER.
DELAHAYE (Dominique).
DELONCLE (Charles).
Comte d'ELVA.
ERMANT.
JAPY. *Feuillu*
LANGLOIS.
LAURAINÉ.
LEFÈVRE (Abel).
MACHET.

MM.
Marquis de MARGUERIE.
MARTIN-BINACHON.
MENIER (Gaston).
MONTENOT.
MONY.
NÉRON.
NOEL.
PICHÉRY.
QUESNEL.
RAJON (Claude).
SCHEURER.
TISSIER.
TOURNAN.
VALETTE.
VILLETTE GATÉ.

Commission des Iouanes

et

Conventions Commerciales

—
année 1925
—

Séance du mercredi 4 février 1925

La séance est ouverte à 15 heures, sous la présidence de M. Dominique Delahaye, d'âge des membres présents, M. Touman, secrétaire.

Sont présents : MM. Dominique Delahaye, Jean Morel, Chapsal, Eugène Chauval, Cassez, Bachelet, Montenot, Lauraine,ournan, Martin-Dinachon, Eugène Duhan, Bompard, Lefèvre, Bissier, Caillhon, Claude Rajon, Louis Guesnel, Desiré Valette, Langlois.

Excusés : MM. Noël et Ernaud.

L'ordre du jour appelle la nomination du Bureau.

Sont nommés, à l'unanimité :

Président : M. Jean Morel

1^{er} Vice-président : M. Chapsal

2^e " M. Potié.

Secrétaires : MM. Marcel Donn et Eugène Chauval.

M. le Président adresse ses félicitations au nouveau bureau et cède la présidence à M. Jean Morel.

Présence de M. Jean Noël.

I M. le Président Jean Noël exprime sa reconnaissance profonde pour l'honneur qu'on lui a fait, et se fait l'interprète de la gratitude du bureau tout entier. Il remercie M. Dominique Delahaye de la bonne grâce qu'il a apportée dans l'accomplissement de sa mission de Doyen d'âge.

Il ajoute que, en ce qui le concerne, le meilleur moyen qu'il ait de témoigner sa reconnaissance est de mériter la confiance de ses collègues par l'attitude qu'il aura à la tête de la Commission - de passer, sur-d, répond de l'avenir. Car c'est la cinquième fois que, depuis 1920, il est élevé à la dignité de Président et il en éprouve une légitime fierté.

« J'accomplirai, dit, mes hautes fonctions avec assiduité, ponctualité, impartialité. »

M. le Président termine ainsi :

« Dans toutes les questions, nous saurons faire la part de tous les éléments en présence : la part de la production, celle des échanges, et enfin celle de la consommation, qui il ne faut pas oublier. Voilà les trois éléments entre lesquels nous devons nous mouvoir pour toutes les affaires qui nous seront soumises » (applaudissements).

II Sur la proposition de M. le Président,

M. Noël est maintenu dans ses fonctions de rapporteur général.

4

III Il est procédé à la nomination des membres
révisateurs de la Délégation interparlementaire des Douanes

Sont nommés: MM. Jean Morel
Gruet
Chapsal
Scheurer
Néron
Eugène Chauval
Buhau -

IV M. le Président fait connaître que la Commission
va se trouver en face d'un travail considérable,
de révision complète intégrale - M. Haudos,
président de la Commission des Douanes de la Chambre,
d'accord avec le ministre du Commerce, va prendre
l'initiative de demander la substitution, au
projet de révision partielle déposé par le gouvernement,
d'une proposition de révision intégrale. L'avis
de M. Jean Morel a été demandé. Il a été favorable.
Il y aura lieu à ce propos de reviser la répartition
du tarif des Douanes entre les rapporteurs spéciaux,
qui avait été effectuée en décembre. Certains de
ces rapporteurs en effet ne font plus partie de la
Commission, d'autres désireraient voir leur tâche
allégée, enfin il convient de donner satisfaction
à ceux des nouveaux membres de la Commission
qui veulent leur part de travail. M. le Président
demande à la Commission de faire confiance au
Bureau pour préparer cette nouvelle répartition,
d'accord avec les candidats - (assentiment)

5

Des maintenant, M. Delahaye se met à la disposition de la Commission pour les textiles, lin, chaîne et jute, matières qu'il connaît plus particulièrement; M. Bessier se propose pour la chimie industrielle; M. Valette pour la céramique; M. Cassez pour les graisses alimentaires et les denrées alimentaires cédés par M. Quesnel; M. Lefèvre, pour les instruments de musique et la tabletterie; enfin M. Martin-Binachon pour la petite métallurgie et les instruments électriques.

La séance est levée à 16 h 20

Séance du mardi 24 Février 1925

La séance est ouverte à 14h30 sous la présidence de M. Chapsal, vice-président.

Sont présents: MM. Chapsal, Gotic', Noël, Giron, Lig. Chaval, Néron, Scherrer, Bompard, Lauraine, Aubert, Gapy, Machet, Langlois, Lefevre, Bachellet, Bisser, de Marguerie, Cassez,

Excusés MM. Journay et Lomant.

Il est procédé à une nouvelle répartition des rapports en vue d'une révision générale du tarif douanier, d'après un travail préparé par M. le Président.

Sont désignés =

Rapport général et annexes: M. Noël

Zones franches et Sare: M. Bompard

6

*Vu et adopté dans
la séance du 24. 2. 19*
Alcay

REVISION GENERALE DU TARIF DOUANIER

Projet de Répartition des Rapports

Numéros du tarif	M a t i è r e s	Rapporteurs
1 à 15	Animaux vivants	MM. Quesnel
16 à 20bis	Produits et dépouilles d'animaux	Quesnel
21 et 22	Peaux et Pelleteries brutes	Deloncle
23	Laines	Néron
24 et 25	Cuir, Poils	Néron
26	Plumes	Tournan
27	Soies grèges.....	Noël
28	Cheveux non ouvrés	Tournan
29	Poil de <i>Messine</i>	Néron
30 à 34	Graisses animales, etc.....	Cassez
34 bis	Oeufs de vers à soie	Noël
35 à 38	Lait, etc... ..	Cassez
39 à 43	Engrais azotés, etc.....	Cassez
44 à 53 et 55, 57, 58	Pêches	<i>de Marguerite</i>
54 et 56	Fanons de baleines et corail brut.....	Tournan
59 et 67 <i>a</i>	(Substances animales brutes propres à la mé- decine ou à la parfumerie- <i>matières</i> dures à tailler	<i>Machet</i>
68 à 83	Farines alimentaires	Donon
84 à 89	Fruits à graines	Donon
90 à 109	Denrées coloniales de consommation	Auber
110 à 118 et 120 à 125	Huiles et sucs végétaux	Cassez
119	Gaoutchouc	Langlois
126 à 127	Espèces médicinales	Cassez

Numéros du tarif	Matières	Rapporteurs M.M.
128 à 133bis et 135 à 140	Bois communs et exotiques.....	Buhan
134	Liège brut	Montenot
141 à 141 ^{ter} bis	Coton, etc.....	Scheurer
142	Lin	Delahaye
142 bis	Chanvre	Delahaye
143-144-144bis	Jute, <i>Phormium, Ramie</i>	Delahaye
145 à 149	Joncs, osier, etc.....	Machet
150 à 157	Teintures et tanins.....	Chanal
158 à 166bis	Produits et déchets divers, légumes - tourteaux	Bachelet
167 à 168	Drilles - Pâtes à papier	Rajon
169 à 170bis	Plantes et arbustes, etc.....	Bachelet <i>Donon</i>
171 à 174	Boissons	Lauraine
^{a 184 et 187 a)} 175 à 196	Marbres-Pierres-ardoises	Cadilhon
^{184 a 186 b)} 197 à 199	<i>Ciment de</i> Huiles de pétrole, etc.....	<i>Potier</i> Machet
200 à 233	Métaux, etc.....	Chapsal
01 à 0178	Produits chimiques	Chanal & Tissier
0179 à 0378	Produits obtenus directement par la dis- tillation du goudron de houille, dérivés- Phénols-Amides et anilines - Amines - Aldéhydes - Glycines	" "
0379 à 0380	Engrais chimiques - Phosphates et super- phosphates	<i>Cassidy</i>
0381	Produits chimiques non dénommés	<i>Chanal</i>
283 à 294	Teintures préparées	<i>Chanal</i>
295 à 301ter	Couleurs, etc.....	Chanal
302	Charbons agglomérés	Martin-Binachon
303 à 310	Couleurs (suite) etc.....	Chanal
311 à 313	Savons - parfumeries	<i>Machet</i>
314	Epices préparées	Bachelet

Numéros du
tarif

M a t i è r e s

Rapporteur

MM.

315 - 316	Eaux distillées, médicaments composés	Chanal
317 à 319ter	Chicorée brulée - Amidon	Bachelet
	Fécules - tapiocas - Dextrines	
320 à 327bis	Cires, bougies, Colles	Montenot
328 à 329	Pains d'épice et sucre de lait	Bachelet
330	Cirage	Chanal
331 à 347 ter	Poteries	Valette
348 à 360	Verres et cristaux	Valette
361	Lampes électriques	Martin Bie
362	Objets non dénommés	nachon
363 à 364	(Fils; lin, chanvre et ramie	Delahaye
365 à 367bis)Fils: phormium , etc.....	Delahaye
368 à 371	fils de coton	Scheurer
372 à 375	Fils de laine	Néron
376 à 378	Fils d'alpaga, de poils	Néron
379 à 381ter	Fils de soie	Noël
382 à 393bis	Tissus de lin, de chanvre, de ramie	Delahaye
394 à 403	Tissus de jute, phormium	Delahaye
404 à 437	Tissus de coton, etc.....	Scheurer
438 à 456	Tissus de laine	Néron
456bis à 458	Tissus de poils, de crin, tapis, etc.....	Néron
459	Tissus de soie	Noël
459 bis	Broderies, etc.....	Scheurer
460	Vêtements, pièces de lingerie, confections	Noël Villen
460bis et ter	Cravates et faux-cols	id Galt
460 4	Sacs	
460 ⁵ et ⁶	Drapeaux et autres confections	
461 à 475	Papier et ses applications	Rajon
476 à 494	Peaux et Pelleteries ouvrées et ouvrages en cuir	Deloncle
	Orfèvrerie - joaillerie	Japy

Numéro du tarif	M a t i è r e s	Rapporteur
		M.M.
495 à 496bis <i>509 quatr</i>	Bijouterie - Monnaies <i>orferie. joaillerie</i>	Japy
497 à 509 <i>510 à 521 quatr</i>	Machines motrices à vapeur	Chapsal
522	Machines pour l'agriculture	Cassez
523	Machines à coudre	Japy
524 à 524 bis	Machines, dynamos électriques, etc.....	Martin Binachon
525 à 525 ⁶	Machines outils, etc	Chapsal
526 à 527bis	Chaudières, etc	"
528 à 535 bis	Pièces détachées	"
536 à 536bis	Fils de cables pour électricité, induits etc.....	Martin Binachon
536ter à 543 ³	Aimants, outils, toiles métalliques, toles,	"
544 à 551	Aiguilles à coudre, pour métiers, broches, épingles, boucles, plumes, coutellerie, etc	"
552 à 579bis	Ouvrages et pièces en fonte, montée et ouvrages divers en métaux, cables, chaines, clous, tubes, articles de ménage	"
580 à 589	Armes à poudres et munitions	Néron
590 à 594bis	Meubles	Buhan
595 à 603 ⁵	Ouvrages en bois	Buhan
604 à 605	Instruments de musique	Abel Lefèvre
606 à 613	Ouvrages de sparterie et de vannerie ..	Machet
614 à 614 ter	Voitures - Wagons, etc., Vélocipèdes, automobiles, jantes, etc.....	Japy
615 à 619	Bâtiments de mer, bateaux, etc.....	Japy
620 à 620 ter	Ouvrages en caoutchouc, en amiante, mica	Langlois
621 à 628	Feutres ou chapeaux	Tournan
629 à 631	Ouvrages en corail, en écume de mer, etc.	Tournan
632 et 633	Lièges ouvrés	Montenot
634 à 635 ⁴	Instruments et appareils scientifiques, etc.....	Auber

10
Numéro du
tarif

Matières

Rapporteurs

MM.

636 et 637

Porteplumes - lorgnons

Japy

638 à 654

Tabletterie - brosserie - boutons -
corsets - bimbeloterie et autres objets..

Abel Lefore
~~Toussaint~~

J. Chapoy

M. le Président attire l'attention de la Commission
sur certaines dispositions de la loi de finances en discussion
devant la Chambre des députés, concernant les Douanes.

Il s'agit des art. 147, 148 et 149 relatifs à la
perception de l'impôt sur le chiffre d'affaires sur des
marchandises venant de l'étranger ou livrées en France à un tiers
pour le compte d'une personne résidant hors de France
et des art. 150 et 151, concernant l'interprétation
de la loi de 11 janv. 1892 et des textes subséquents
instituant les droits de douane ad valorem, au sujet de la
valeur à considérer. (texte et numérotage du rapport général
de la Chambre).

M. Néron est chargé d'examiner les art. 147 à 149.
et M. Noël, rapporteur général en confirme comme
rapporteur des art. 150 et 151.

M. Néron est également chargé d'examiner l'art. 152,

11

autours au le service des d'années à recevoir au
Kilogr. la quotité de tous les droits de d'année
actuellement fixés au quintal métrique, au-
dessus de 10⁺ -

Il est décidé que M. Noël présentera son rapport
sur les art 150 et 151 à la prochaine réunion.

La séance est levée à 15 heures

Le Président

J. Lemaire

Séance du mardi 3 mars 1925

La séance est ouverte à 14 h 30, sous la présidence de M. Chapsal, vice-président.

Sont présents. MM. Chapsal, Ing. Chaval, Müel, Martin-Binachon, Monteuot, Quernel, Auber, Larnaud, Bachelet, Dominique Delahaye, Cassey, Valette, Villotte-Gâté, Bissier, Langlois.

Excusé. M. Lemaire.

La parole est donnée à M. le Rapporteur général pour présenter son rapport sur l'article 150 de la loi de finances (numéroté du rapport général de la Chambre).

Cet art. est ainsi conçu :

Art. 150.

Pour l'interprétation de la loi du 11 janvier 1892 et des textes subséquents instituant des droits de douane *ad valorem*, la valeur à considérer est celle que les marchandises ont sur le marché intérieur français et au moment où elles sont présentées à la douane, droits et taxes non compris.

Elle ne peut être inférieure au prix normal de gros, au moment de l'importation, des marchandises similaires sur le marché intérieur, déduction faite des droits d'entrée calculés sur la base du tarif minimum et des autres droits et taxes.

La production des factures comme élément d'appréciation est obligatoire.

M. Noël, rapporteur général, expose que le gouvernement a pensé que la revision douanière devant créer des droits ad valorem plus nombreux, il y avait lieu de donner une interprétation législative de la loi de 1892 et des textes subséquents à ce sujet, au lieu de laisser à l'administration le soin de cette interprétation.

La Commission de la Chambre a trouvé que les mots « dans le lieu » précédents n'étaient pas assez précis et y a substitué les mots « marchandises sur le marché intérieur français », c'est-à-dire tous généraux de marchandises.

Le ministre du Commerce n'avait pas été consulté et il a protesté auprès du ministre des Finances par une lettre en date du 4 déc. 1924, lettre communiquée à M. le Président de la C^o des Douanes Jean Morel quelques jours après.

D'après l'art. 150, on commencerait par s'enquérir du prix de la marchandise sur le marché intérieur français et c'est sur la différence que l'on appliquerait le droit de douane.

M. Noël donne lecture d'une dépêche ministérielle explicative, qui il résume ainsi :

« Vous avez inscrit un droit de 20% par exemple au tarif minimum ; au lieu de prendre 20% sur le prix de gros, on le prend sur la différence qui existe entre le prix de gros et le droit de douane qui ressort de ce droit de 20% ».

M. Noël a fait des calculs en prenant comme exemple les voitures automobiles légères frappées actuellement d'un droit de 45%. Soit une voiture dont la valeur sur le marché intérieur serait de 50.000 francs. Le droit de 45% ad valorem donnerait

14
22.500 - En suivant le raisonnement de l'art. 1^{er},
les 45% seraient perçus sur $\frac{50.000 \times 100}{145} = 34.483$,
ce qui ferait 15.517. Soit un avantage de 6.985⁺ sur
22.500 ou 32% de la valeur de la voiture. On se demande
alors pourquoi on a inséré un droit de 45% puisqu'on
ne prélève que 32%. Il semble logique d'abaisser
le droit ou de le percevoir sur la totalité.

Aussi M. le rapporteur général estime-t-il que
l'art. doit être modifié et qu'on doit se borner
au premier paragraphe, jusqu'aux mots "marché
intérieur français".

M. Valette veut illustrer la thèse de M. le rapporteur
général par un autre exemple: une marchandise
valant 10.000⁺ et taxée 35%, la proportion est
ramenée à 21,70%. Il fait allusion à l'arrêt
de la Cour de Cassation qui a soutenu la thèse
de M. Noël contre l'administration des Douanes.

M. le Président rappelle le discours de M. Frugère,
au nom de l'industrie de la Soie de Lyon. M. Frugère,
qui veut de remettre une nouvelle note à la
Commission, est partisan de la thèse de la Cour de
Cassation (arrêt du 21 mai 1924). M. Frugère,
sans son mémoire, insiste sur ce point que si
l'article en question était définitivement adopté,
il risquerait d'amener des représailles de la part
de certaines nations étrangères, qui sont au nombre
de 17. M. Frugère a apporté en outre l'avis de la
Chambre de Commerce française de Londres exprimant
la crainte que l'exemple de la France soit suivi
notamment par l'Angleterre, et, considérant le
petit nombre de droits ad valorem, ce qui produirait

peu de résultats fiscaux, émet le vœu que le gouvernement renonce à incorporer dans la loi de finances l'art. 150

M. le Président ajoute: Nous nous trouvons en face d'un vote de la Chambre presque sans débat et en présence des conclusions de notre rapporteur général, qui propose de modifier l'article...

M. le Rapporteur général... ou de le retirer complètement.

M. le Président: Nous nous trouvons en présence, d'autre part, de l'opinion de l'industrie lyonnaise de la soie et de la Chambre de Commerce de Londres, et nous pouvons nous demander s'il n'y aurait pas lieu de solliciter le sentiment du ministre du Commerce sur une question aussi importante et aussi complexe (approbations).

M. Martin-Binachon - La fabrique stéphanoise joint ses protestations à celles de Lyon.

M. le Rapporteur général - Dans ces conditions, il semble préférable de disjoindre l'article.

M. le Président, après avoir attiré l'attention de M. le Rapporteur général sur la nécessité d'établir une faible protection, propose de ne pas prendre parti pour le moment et de prier le ministre du Commerce de venir à la prochaine réunion devant la Commission pour donner l'avis du gouvernement.

Il en est ainsi décidé.

Le Président

La séance est levée à 15h 20

Séance du mardi 10 mars 1925

La séance est ouverte à 14h30, sous la présidence de M. Chapsal, vice-président.

Sont présents: MM. Chapsal, Tohé, Huël, Bachelot, Néron, Scherer, Valette, Aubert, Buhon, Monteuil, Quémener, Charpentier, Japy, Dominique Delahaye.

I - L'ordre du jour appelle l'examen des art. 151 et 152
(anc. 150 et 151) de la loi de finances, relatifs à l'interpré-
tation des textes instituant des droits ad valorem.
Audition du Ministre du Commerce.

(M. RAYNAUDY, ministre du commerce et de l'industrie, est introduit).

M. LE PRÉSIDENT. Nous allons ouvrir la séance, et, en attendant l'arrivée de M. Noël, je vais poser une première question à M. le ministre.

Monsieur le ministre, le bruit court que l'Angleterre aurait décidé de fermer la porte aux vins et aux alcools de France, sous le prétexte que la France fermerait la sienne

17
aux whiskies d'Angleterre.

M. POTIE. Il y a eu une note à ce sujet dans les journaux.

M. LE PRESIDENT. Est-ce qu'elle présente un fondement de vérité ?

M. LE MINISTRE. Nous ne ferons rien pour provoquer une mesure de ce genre.

M. LE PRESIDENT. Les droits sur l'alcool, la surtaxe de compensation, ont été augmentés récemment en France...

M. LE MINISTRE. De huit cent mille francs... (?)

M. LE PRESIDENT. Est-ce que par suite, du nouveau régime français, les alcools français ne seraient pas taxés à l'entrée en Angleterre par manière de réciprocité ?

M. LE MINISTRE. Il se peut certes que la mesure prise par M. le ministre des finances ait une répercussion sur les alcools étrangers. Mais jusqu'ici nous n'avons pas été informés que cette répercussion ait déterminé une puissance quelconque à user de représailles et à imposer un droit de rétorsion.

18

M. POTIE. Il n'y a pas trace de prohibition. J'ai vu arriver dernièrement des schiedams de Hollande. Dans ces conditions, les alcools d'Angleterre doivent entrer sans difficulté en France.

M. LE MINISTRE. Le ministre des finances a simplement consenti une surélévation des droits à la suite de l'accord portugais. Cet accord n'a été accepté par le groupe viticole de la Chambre qu'à cette condition. M. le ministre des finances a rempli cette condition. Elle aura sa répercussion sur le régime général de l'alcool, mais jusqu'à présent je n'ai pas été avisé que les Anglais aient pris une mesure du genre de celle dont on vient de parler.

M. LE PRESIDENT. Il en serait seulement question.

M. POTIE. On a fait des critiques, mais il semblerait, d'après l'article en question, qu'il y ait prohibition d'entrée.

M. LE MINISTRE. Je verrai si ces rumeurs sont fondées. Je dois vous dire - nous sommes entre nous - que sur toutes sortes de petites questions, l'Angleterre nous cherche des noises à n'en plus finir. Hier, c'était sur la question de la ferraille ; elle pose une doctrine qui n'est pas la mienne. Aujourd'hui, c'est sur les pistolets automatiques qu'elle soulève des difficultés. La politique économique de l'Angleter-

19

re subit en ce moment des assauts formidables.

Quand vous aurez à étudier les articles 141 à 148, il faudra vous préoccuper de la répercussion que ces articles vont avoir sur notre régime économique vis-à-vis de l'Angleterre. Je vais demander le renvoi, tout à l'heure. Il y a là une question qui peut donner lieu à un accroc de la part de l'Angleterre. Elle est aux aguets, actuellement.

M. POTIE. Prenez la note de l'Havas de ce matin, qui dit que l'Angleterre voit la livre augmenter et le travail baisser tous les jours !

M. CHAPSAL. L'article 148, c'est la question des matières premières. Il n'est pas à notre ordre du jour.

M. LE MINISTRE. C'est un régime qu'il nous faudra bien étudier un jour. Il faut reconnaître qu'il n'a pas été bien traité par la Chambre.

M. LE PRESIDENT. C'est une question extrêmement importante.

M. LE MINISTRE. Tout n'est pas à rejeter, mais il y a une mise au point à faire. C'est cette mise au point que je m'efforce d'opérer actuellement avec M. le ministre des finances.

20

Je crois que nous y réussirons, mais cela ne laisse pas que d'être difficile, surtout à cause de la tendance que je constate en Angleterre.

M. LE PRESIDENT. Voici M. le rapporteur.

Nous allons tout de suite ouvrir la discussion sur l'article 151; je donne la parole à M. le ministre pour ses explications sur cet article.

M. LE MINISTRE. Je suis prêt à vous répondre, puisque j'ai dans mon dossier une note complète sur cette question. Je disais tout à l'heure que je n'étais pas tout à fait d'accord avec M. le ministre des finances, non seulement sur la rédaction des articles 151 et 152, mais encore sur celle des articles 141 à 148. Je crois que nous allons nous mettre d'accord: dès demain soir, je dois avoir une entrevue avec M. Clémental à ce sujet.

Je vous serais très reconnaissant - c'est un service que je sollicite de vous - de vouloir bien renvoyer à après-demain l'audition du ministre. Je pense pouvoir arriver alors avec un texte accepté par M. le ministre des finances. Il me serait pénible d'être en désaccord avec lui. Il vaut mieux que nous tâchions de fonder un accord, plutôt que d'éloigner cet accord par des explications unilatérales.

M. LE PRESIDENT. Je crois que si nous avons provoqué votre audition, c'était justement en vue ...

M. LE MINISTRE. Je rends hommage au caractère judiciaire de votre observation. Vous avez mille fois raison d'appeler l'attention du ministre sur ces textes ; ils demandent à être revus de très près. C'est précisément parce que cette revision s'impose que nous l'avons déjà commencée entre les deux ministères. Vous savez par quelles transes pénibles M. Clémentel a passé : je n'ai pas osé forcer sa porte.

J'ai pris rendez-vous avec lui pour demain soir à six heures. Il a déjà fait étudier la question par ses services. Je suis prêt à la discussion, et je pense que nous arriverons à nous entendre. Je vous demande donc comme un service de renvoyer mon audition à après-demain.

M. LE PRESIDENT. A quelle heure voulez-vous que nous nous réunissions jeudi.

M. LE MINISTRE. A l'heure qui vous conviendra.

M. LE PRESIDENT. Voulez-vous à deux heures et demie ?

M. LE MINISTRE. Volontiers.

M. LE PRESIDENT. Sur la demande M. le ministre, son

22
audition est donc renvoyée à jeudi prochain, quatorze heures et demie.

M. LE MINISTRE. Si l'accord se produisait demain soir, voulez-vous me permettre de vous envoyer tout de suite le nouveau texte, monsieur le président.

M. LE PRESIDENT. Je vous prie de vouloir bien l'envoyer à M. Noël, rapporteur de cette question.

M. LE MINISTRE. C'est une question tout à fait délicate, qui soulève des protestations unanimes.

M. NOËL. La rédaction de la Chambre ne peut pas subsister.

M. LE MINISTRE. Monsieur le rapporteur, vous voulez me faire dire ce que je voudrais vous cacher : je suis avec vous, et c'est pour cela que j'ai demandé à M. Clémentel de vouloir bien examiner à nouveau cette question avec moi ; elle me paraît avoir été mal résolue. Il faut la résoudre mieux. Il est facile d'arriver à ce résultat, en y mettant tous un peu du nôtre.

M. LE PRESIDENT. Il est donc entendu que la discussion sur l'article 151 du projet de loi de la Chambre est ren-

voyée à jeudi, deux heures et demie (assentiment).

Nous allons passer à la discussion des autres articles qui sont à notre ordre du jour. Si M. le ministre veut assister à la discussion,...

M. LE MINISTRE. Je vous demande de me permettre de me retirer. Je ne suis venu que pour l'article 151.

M. NERON. Les articles que j'ai à rapporter ne susciteront pas de grandes difficultés. Je crois inutile d'immobiliser M. le ministre.

M. LE MINISTRE. En me retirant, ~~xxxxxx~~, je vous fais, messieurs, tous mes remerciements pour avoir bien voulu accepter le renvoi que je vous ai demandé.

(M. le Ministre se retire).

II M. Néron donne lecture de son rapport sur l'article 153, lequel est ainsi conçu :

« Le service des Douanes est autorisé à ramener au Kilogramme la quotité de tous les Droits de Douane actuellement fixés au quintal métrique, à l'exception toutefois des Droits dont la quotité, à quelque tarif que ce soit, ne dépasse pas 10 francs.
« Pour la conversion ainsi autorisée, les fractions de

24
franc inférieures à 0,50 dans la taxation au quintal seront négligées ; les fractions égales ou supérieures à 0,50 comporteront forcément du dernier centime du droit au kilogramme »

Cette modification est essentiellement pratique et M. Néron conclut à l'adoption. (adopté)

M. Néron donne ensuite lecture de l'article 156 ainsi conçu :

« Le taux du droit de statistique établi par l'article 3 de la loi du 22 janvier 1872 et modifié par le 1^{er} parag. de l'art. 28 de la loi du 8 avril 1910 et par l'article 25 de la loi du 29 juin 1918, est porté à 0,50 pour chaque unité de perception.

« Les paragraphes 2, 3 et 4 de l'art. 25 de la loi susvisée du 8 avril 1910 sont maintenues en vigueur. »

M. Néron fait connaître que cet article ne figurait pas dans le texte du gouvernement. Il a été introduit par la Commission des finances de la Chambre. Dans les observations inscrites dans le rapport de M. Viollette, il est indiqué que le taux actuel du droit de statistique est de 0,20, qu'il n'a pas varié depuis 1918. En le portant à 0,50, on escompte un supplément de ressources de 43 millions.

M. Néron fait ensuite l'histoire du droit de statistique.

Comme il fait allusion à la taxe pour le développement du commerce extérieur, M. Dominique Delahaye

demande que dans le rapport soit exprimé le regret que cette taxe ne soit pas entièrement affectée aux attaches commerciales.

M. le Président fait observer que ce n'est pas la question. Comme M. Delahaye insiste, il ajoute que le rapporteur ne pourra y faire allusion qu'après une étude particulière.

M. Japy estime que la taxe de statistique est mal conçue, parce qu'elle est la même, quelle que soit la valeur des marchandises.

M. le Président. On ne peut pas ~~la~~ modifier la base de perception, mais avec l'augmentation on aggrave les inconvénients.

M. Noël constate que puisqu'on attend ^{du relèvement} de la taxe une supplément de ressources de 13 millions, c'est une charge nouvelle de 5 millions $\frac{1}{2}$ caron qui va peser sur les ~~exportations~~. Or toute mesure qui atteint les exportations doit être rejetée, à une heure où elles-ci, par suite de la ^{général} surproduction, deviennent à la fois de plus en plus difficiles et de plus en plus nécessaires.

M. le Président craint que pour recueillir 13 millions on ne compromette une partie de la matière imposable, portée dans les manufactures en vue de l'exportation.

M. Noël insiste sur l'utilité du maintien de notre exportation, afin d'éviter un chômage.

qui aurait les plus grandes conséquences économiques et sociales.

M. le Président propose de faire savoir à la Commission des finances que la Commission des Douanes n'est pas d'avis d'augmenter le droit de statistique, en raison des ~~répercussions~~ inconvénients que présente l'assiette de cette taxe et de la répercussion qu'elle peut avoir sur les exportations. (adopté)

Il en est ainsi décidé.

M. Néron rappelle qu'il avait été chargé d'examiner les articles 147 à 149 du texte de la Commission des finances de la Chambre. Mais ces articles ont été disjoint et ne figurent plus dans le projet soumis au Sénat.

M. le Président propose d'examiner, bien qu'ils n'aient pas été renvoyés à la Commission des Douanes et qui ne concernent pas directement le tarif douanier les articles 141 à 148 du projet.

M. Gapy en charge de cette étude.

III.

M. le Président pose la question de savoir s'il y a lieu de communiquer à la presse les noms des rapporteurs spéciaux de la commission douanière. En ce qui le concerne, il pense que cette communication présenterait l'inconvénient de valoir aux différents rapporteurs un afflux de requêtes et de réclamations.

De plus, tant que la Chambre n'a pas statué,
et que le Sénat n'est pas saisi, les rapporteurs ne
sont nommés qu'à titre provisoire et officieux.

M. Noël ajoute que ~~que~~ les rapporteurs de la Chambre
et du Sénat, visités en même temps par les
intéressés, pourraient être mis en désaccord.

À la suite de ces observations, il est décidé de ne
pas communiquer à la presse la liste des
rapporteurs, chacun d'eux restant libre de se faire
connaître, s'il lui plaît.

La séance est levée à 15 heures.

Le Président

Séance du jeudi 12 mars 1924

La séance est ouverte à 14 h 45, sous la présidence de M. Chapsal, vice-président.

Sont présents : MM. Chapsal, Pottier, Donon, Noël, Chancel, Bompard, Don. Delahaye, Néron, Monteuot, de Marguerie, Bihan, Scheurer, Tapy, Aubert, Lauglois, Tisser, Cadillon, Ernaud, Villette-gâté, Lauraine, Valette.

L'ordre du jour appelle l'examen des articles 151 et 153 de la loi de finances (ann. 150 et 151) relatifs à l'interprétation des textes instituant des fruits de domaine ad valorem. (audition du Ministre du Commerce).

M. Raynaldy, ministre du Commerce, est introduit.

M. le Ministre du Commerce fait remarque à la Commission qu'il s'en est mis d'accord avec le Ministre des Finances en vue de la suppression pure et simple de l'article 151.

Pour justifier cette suppression qu'il a obtenue de son collègue des finances, le ministre donne lecture de la note qu'il avait préparée en vue de la discussion et qui expose les inconvénients de la disposition visée.

Le ministre conclut : « Nous avons une étude,

M. le Ministre des finances a dit, que l'art. 151 serait retiré du projet. Il ne sera pas remplacé par un autre article, parce que nous n'avons pas à le faire, la jurisprudence depuis longtemps établie étant confirmée par un arrêt de la Cour de Cassation.

Après une intervention de M. Japy, qui estime que l'article incriminé n'est pas si mauvais, et de M. Briston qui appuie la thèse de M. Japy, le ministre se retire.

(Voir compte rendu sténographique en extenso)

Une discussion a lieu sur l'art. 151.

M. Noël, rapporteur général, estime que la question est très délicate. Il rappelle qu'il avait d'abord proposé d'appliquer le droit de douane sur la valeur en France. M. Chapsal avait présenté à ce sujet diverses observations. D'autres informations recueillies depuis ont été données à M. Noël que cette question demandait à être examinée de très près, qu'elle ne pouvait être insérée dans une loi de finances et qu'il convenait de l'introduire dans la loi douanière.

Aussi propose-t-il d'omettre l'avis que l'art. 151 soit disjoint de la loi de finances et que son examen soit renvoyé à la Commission des douanes pour recevoir une solution au moment de la révision douanière.

Une discussion s'engage sur la question des
procédure, ~~discussions~~ à laquelle prennent part
M. le Président, M. Lemaire, M. Tissier,

Il est décidé ^{à l'unanimité} que l'avis suivant sera émis
et transmis à la Commission des Finances :

" La Commission des Douanes et Conventions
commerciales,

" Considérant que l'art. 151 tend à modifier
les bases sur lesquelles sont calculés les droits
de valeur et par suite touche à l'ensemble
du tarif douanier ;

a que, dans ces conditions, ce changement ne
peut être envisagé qu'en même temps qu'on
déterminera les nouveaux droits de valeur dans
la revision douanière ;

a émet l'avis que l'art. 151 soit disjoint de la
loi de finances et lui soit renvoyé pour être
étudié parallèlement avec la nouvelle loi douanière ;

La séance est levée à 15h45

T.

Le 13 Mars 1925.

Monsieur le Rapporteur Général et Cher Collègue,

Vous avez bien voulu demander, au nom de la Commission des Finances, l'avis de la Commission des Douanes et Conventions commerciales sur les articles 151, 153 et 156 du projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget des recettes pour l'exercice 1925.

J'ai l'honneur de vous faire connaître ci-après cet avis :

ARTICLE 151. - "La Commission des Douanes et Conventions commerciales,

"Considérant que cet article tend à modifier les bases sur lesquelles sont calculés les droits ad valorem et par suite touche à l'ensemble du tarif douanier;

"que, dans ces conditions, ce changement ne peut être envisagé qu'en même temps qu'on déterminera les nouveaux droits ad valorem dans la revision douanière;

"émet l'avis :

"que l'article 151 soit disjoint de la loi de finances et lui soit renvoyé pour être étudié parallèlement avec la nouvelle loi douanière".

Monsieur

le Rapporteur Général de la Commission des Finances du Sénat

.....

- 2 -

ARTICLE 153. - La Commission émet un avis favorable.

ARTICLE 153. - La Commission est d'avis de ne pas augmenter le droit de statistique à cause des inconvénients que présente l'assiette de cette taxe et de la répercussion qu'elle peut avoir sur notre exportation.

Veillez agréer, Monsieur le Rapporteur Général et Cher Collègue, l'expression de ma haute considération et de mes sentiments dévoués.

Le Président de la Commission des
Douanes :

Signé :
M. le Président, empêché.
Niël

Séance du 23 juin 1925

La séance est ouverte à 14h30, sous la présidence de M. Chapal, vice-président.

Sont présents : MM. Chapal, Noël, Néron, Lauraine, Bournan, Chaval, Langlois, Duban, Fissier, Japy, Auber, Castillon, Monteuot.

Excusé : MM. Scheurer, Drusique Delahaye.

M. le Président fait connaître qu'il a reçu une lettre de M. Jean Mnel lui exprimant que son état de santé ne lui permettant pas de revenir à Paris avant la rentrée des Chambres et priant M. Chapal de le remplacer.

M. Chapal a répondu à M. Jean Mnel en lui exprimant ses vœux de santé meilleure et en l'informant que le renvoi d'urgence ne présentait plus un caractère d'urgence.

M. le Président dit qu'il a communiqué la Commission pour examiner la proposition de M. Darthe, adoptée le 16 juin par la Chambre des Députés, portant modification du tarif général des douanes pour ce qui concerne les vins, mistelles et vins de liqueurs.

Il ajoute que, d'autre part, il a reçu une

lettre de M. Dominique Delahaye attirant à nouveau l'attention de la Commission sur la question des jeaux de lapins.

Cette lettre est renvoyée à M. Villette-gaté, déjà chargé de tout ce qui touche à cette question.

Sur la proposition de M. Lauraine, la Commission unanime prie M. Chapsal de présenter à M. le Président Jean Morel les vœux de tous pour le rétablissement de sa santé.

M. le Président répond qu'il transmettra ces vœux dans une prochaine lettre.

M. le Président, parlant de la revision financière, dit que la nouvelle étude du gouvernement s'est hasturée par l'envoi aux Chambres de Commerce et aux représentants de l'industrie d'une nouvelle circulaire, les consultant non plus seulement sur la nomenclature, mais sur l'établissement même des droits. Un mois était accordé pour les réponses, ce qui donnait comme date extrême le 5 juillet. La Chambre ne pourra donc être saisie qu'à la rentrée du Parlement et le Sénat vers le mois de mai 1926.

L'ordre du jour appelle : la proposition de M. Darthe modifiant le tarif des droits sur les vins.

La proposition, adoptée par la Chambre, n'a pas encore été transmise au Sénat.

Néanmoins, pour gagner du temps, M. le Président a prié M. Lammie d'envoyer la question de la parole lui en étant pour faire connaître ses observations.

M. Lammie donne lecture du projet de rapport qu'il a rédigé. Il explique qu'il l'a fait le plus bref possible, en évitant les chiffres qui pourraient donner une impression trop péjorative. Il propose la ratification de la part de la Chambre.

M. Japy fait observer que ces difficultés disparaissent avec l'adoption du tarif or ; actuellement, au fur et à mesure que le franc baisse, il faut modifier le tarif.

M. Lammie en convient et constate que depuis l'établissement du texte, le franc a eu une baisse et que la protection ^{demandée} n'est déjà plus suffisante.

M. Buhan en partisan de ^{l'adoption} ~~de~~ de la proposition sans changement, pour ne pas en retarder le vote.

M. Castillon dit qu'il arrive de la frontière espagnole, où l'émotion est très vive. Au point de vue politique, les Espagnols font valoir qu'il est malheureusement, à la veille de la conférence de Madrid, de mettre cette question sur le tapis. Ils estiment qu'il serait plus correct que la France englobe cette affaire dans l'ajustement général des tarifs, au lieu de prendre une mesure isolée, qui peut être

considérée comme inamicale.

Au point de vue économique le régime industriel que représente M. Castillon craint des représailles de la part des acheteurs espagnols. Elle ne s'élève pas contre la protection accordée à la viticulture, mais elle croit que la mesure proposée sera inefficace, le change constituant déjà une barrière contre les vins espagnols. Il lui apparaît plus expédient de chercher à faciliter l'entrée des vins français en Allemagne, pour qu'ils puissent y lutter contre les vins d'Espagne.

Aussi M. Castillon demande-t-il l'ajournement de la proposition jusqu'à la session financière.

M. Japy et M. Bissier croient que sacrifier la viticulture pour être agréable aux Espagnols serait une mauvaise opération. L'Espagne se fournit pour l'automobile, pour les matières colorantes, etc. surtout en Allemagne.

M. Buhan pense que l'Espagne peut plus facilement accepter la mesure alors que les bas cours français rendent ses exportations peu importantes. Ajoutant de vue politique, le groupement n'a fait aucune objection.

M. Chapal fait remarquer à M. Castillon que les populations qu'il représente n'ont pu être surprises, la proposition ayant été refusée le 26 janvier et le 1^{er} rapport de M. Raillat étant du 24 mars. Le jour de la séance, le 16 juin, il y a eu un rapport verbal de M. Raillat, qui tient presque deux colonnes de l'officiel. Il y a eu discussion publique qui

permettait des observations, soit des députés, soit du gouvernement. On ne peut ~~donc~~ pas demander toujours au Sénat de servir de barrage, alors qu'on n'a pas fait valoir ses objections devant la Chambre. La revision domaniale ne devant venir devant le Sénat que dans une dizaine de mois, il ne paraît pas probable M. le Président d'attendre la discussion de ce projet.

M. Castillon demande si la Commission ne pourrait pas solliciter l'avis du gouvernement sur l'opportunité de la discussion.

M. le Président répond que le gouvernement a été informé que la Commission devait examiner selon la proposition; il n'a fait aucune observation. Il saura que le rapport se fera être déposé. Il pourra donc, s'il le desire, présenter ses objections.

M. Chauval - Aug-ments-ils des protestations de la part de groupements industriels exportant en Espagne?

M. le Président - D'aucune.

M. Lauraine insiste sur la situation de la viticulture française. La production a dépassé pour la récolte dernière 100 millions d'hectolitres, dont il reste 25 millions.

Après une nouvelle intervention de M. Castillon contre l'opportunité et l'efficacité de la mesure

38
proposée et de M. Brisson qui montrant que la Commission remplie sa mission, et laissant au gouvernement et au Sénat le soin de prendre leurs responsabilités, M. Dornan fait remarquer qu'il n'y a pas aggravation de tarif d'avant-guerre, mais un simple rétablissement. Par ailleurs, l'Espagne ne peut se formaliser d'une mesure qui ne la touche pas seule, elle est générale.

M. le Président met aux voix les conclusions du rapport.

Ils sont adoptés à l'unanimité, moins deux abstentions.

Il est décidé que le rapport ne sera déposé qu'après transmission des propositions ~~au~~
~~bureau~~ du Sénat.

M. Auder est désigné comme rapporteur éventuel du projet portant approbation du traité de commerce avec le Siam, déposé sur le bureau de la Chambre.

M. Boncompagni est désigné comme rapporteur de la Convention signée avec l'Allemagne relative ment au régime douanier de la Sarre.

M. Noël est désigné comme rapporteur de la Convention signée avec la République de Panama

en ce qui concerne le traitement des voyageurs de commerce.

M. Tissier appelle l'attention sur les tarifs douaniers des balais en paille de sorgho. Les Italiens envoient en France des stocks à vil prix pour nuire à l'industrie française et devenir les maîtres du marché. L'orateur voudrait que la Commission examinât la question d'urgence.

M. le Président fait remarquer que le Sénat n'a pas l'initiative en matière douanière. C'est à la Chambre d'en délibérer d'abord.

La séance est levée à 15h45

3

Séance du 30 juin 1925

La séance est ouverte à 14h30, sous la présidence de M. Chapal, vice-président.

Sont présents : MM. Chapal, Voët, Dour, Chanal, Dompard, Niron, Monteuot, Tournan, Tichery, Buhan, Carillon, Laramie, Auber, Scheuer, Japy, Dissier, Gaston Mener, Delahaye.

On entend M. Chaumet, ministre du Commerce, sur la proposition Barthe portant modification du tarif général des vins, mistelles et vins de liqueur.

Le ministre demande à la Commission, un vote de rejet de la proposition, mais d'en ajourner la discussion, afin de permettre au gouvernement de négocier avec l'Espagne et l'Italie.

Le ministre répond, d'autre part, à une question de M. Dissier sur les balais de sorgho et à une autre question de M. Dominique Delahaye sur les peaux et poils de lapins.

M. Chaumet, parlant de la réforme du tarif douanier, revendique pour le gouvernement la responsabilité de déposer le projet. Il espère avoir la collaboration des Commissions des Douanes des deux assemblées.

41

[Voir compte rendu sténographique 14 extenso
de cette audition (dans le dossier de la proposition)
[n° 61] deli)

Le ministre se retire à 15 h 45

Sur la proposition de M. Tissier, la Commission décide d'autoriser le rapporteur à déposer son rapport, et d'accepter, en séance, le renvoi de la mise à l'ordre du jour du mois de novembre au plus tard, si ce renvoi est demandé par le gouvernement.

La séance est levée à 15 h 50

7

Séance du 2 juillet 1924

La séance est ouverte à 14 h 30, sous la présidence de M. Chapsal, vice-président.

Sont présents, MM. Chapsal, Potié, Noël, Neron, Montenot, Auber, Duban, Carillon, Lemaire, Japy, Delahaye.

I. Conventions franco-belges.

M. le Président rappelle que le Parlement belge n'a pas ratifié la première convention économique avec la union douanière belgo-luxembourgeoise votée par le Parlement français en 1923. Depuis deux ans, les deux pays ont cherché à établir un mode vivant de manière envisage que la première convention.

Un premier mode vivant avait été signé le 24 octobre 1924, mais à la suite des réclamations de certaines industries, les pourparlers durent être repris et aboutirent à un nouvel arrangement en date du 4 avril 1925.

Le gouvernement vient de déposer un projet de loi tendant à approuver ces deux arrangements ainsi qu'un projet qui a pour but de faire, au point de vue de notre loi douanière, les modifications nécessaires. Comme toujours, on demande à la Commission une étude rapide, parce qu'il faut aboutir.

Le gouvernement belge a eu malin les papiers
nécessaires pour ratifier la Convention sans la
soumettre à son Parlement. M. le Président a
demandé au ~~ministre des Colonies~~ ^{gouvernement haïtien} de saisir officielle-
ment la Commission de cette déclaration, afin que le
rapporteur s'en puisse en faire état dans son
rapport.

En ce qui concerne le fait, M^{re} le Président, qui n'a eu
maîtrise les documents que depuis quelques heures,
n'a pu les apprécier. Mais d'après le représentant
du gouvernement qui lui a communiqué les textes,
ceux-ci sont avantageux pour la France, notam-
ment en ce qui concerne les vins de Champagne,
les arums, les meubles.

Repondant à une demande de précision de M. Delahaye, M. le Président informe que pour tous les articles compris dans le monde vivants, le gouvernement belge a les pouvoirs nécessaires, par délégation de son Parlement -

M. Duhan demande si, en ce qui concerne la clause tendant à préserver les marques d'origine, le gouvernement belge a autorisé pour se mettre d'accord avec le gouvernement français ou si ce n'est que plus tard, devant le Parlement que cette question sera tranchée d'une façon définitive. Car lorsque le Parlement belge a refusé son acquiescement, c'est une des raisons qui l'ont déterminé.

M. le Président répond que la clause des appellations d'origine figure dans le 2^e sous-circulaire.

24
Le rapporteur pourra faire préciser par le gouvernement français si sur ce point le gouvernement belge a les pouvoirs nécessaires. Il pourra aussi s'informer des abandons faits à la Belgique sur la première convention de 1923.

M. Neim en désigne comme rapporteur de ces projets.

II Audition du Ministre du Commerce sur la proposition Barthès portant modification du tarif des vins.

M. Chaumet, ministre du Commerce, est introduit à 14h45.

M. le Ministre, après examen, demande à la Commission de surseoir au dépôt du rapport, en enregistrant dans le compte rendu ~~de la séance~~ ^{elle communiquée par la presse} quel ajournement a lieu, à la demande du gouvernement et pour les motifs indiqués par lui. Ainsi la responsabilité de la Commission et de sesiat sera déchargée.

(Voir Compte rendu Sténographique in-extenso de cette audition dans le dossier de la proposition de loi [n° 61])

Le Ministre se retire à 15h5

45

Après quelques observations de MM. Bahan, Naël, Lamania et Japy, la Commission, à l'unanimité des membres présents, décide de se ranger à la manière de voir du ministre et de communiquer à la Presse la note suivante :

La Commission des Douanes du Sénat, réunie sous la présidence de M. Chapsal, a examiné la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, portant modification du tarif général des douanes pour ce qui concerne les vins, mistelles, et vins de liqueur.

/ Elle a entendu M. le Ministre du Commerce, qui a renouvelé la déclaration qu'il lui avait déjà faite :

"Si le Gouvernement, a-t-il dit, avait été prévenu de la mise à l'ordre du jour de la Chambre de la proposition augmentant les droits sur les vins, il s'y serait formellement opposé et aurait demandé l'ajournement, pour des raisons de convenance internationale et pour ne pas risquer de compromettre nos accords commerciaux avec des nations amies."

M. Chaumet a ajouté que le Gouvernement tout entier, après en avoir délibéré en Conseil des Ministres, insistait vivement auprès de la Commission sénatoriale, pour des raisons supérieures de politique générale, afin qu'elle ne déposât pas son rapport avant que des conversations aient pu être engagées avec les Gouvernements intéressés.

La Commission, appréciant les raisons données par le Gouvernement s'est rangée à sa manière de voir et a décidé de différer le dépôt du rapport, étant entendu qu'à la rentrée des Chambres, la question de la tarification des vins sera reprise pour être tranchée définitivement.

La séance est levée à 15 h 30

46

Séance du 7 juillet 1925

La séance est ouverte à 14h 20, sous la présidence de M. Noël, rapporteur général.

Sont présents : MM. Noël, Chanaud, Dron, Kern,
Schemm, Japy, Villette gâté, Bachelet, Bristier,
Delahaye, Charpentier.

Excusés : MM. Chapal, Tohé, Brumant.

I M. le Président fait connaître qu'il a reçu de
M. le Président de la Commission des Finances
la lettre suivante :

47

République Française

Paris, le 4 Juillet 1925

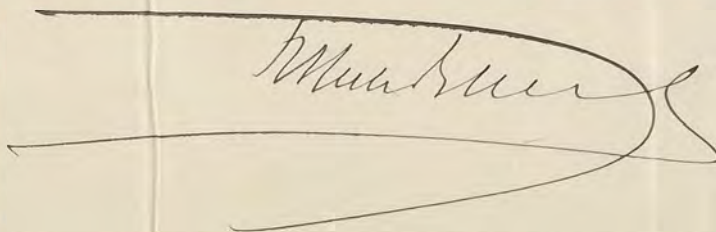
Monsieur le Président et cher Collègue,

Dans sa 2^e séance du 30 mai dernier, le Sénat a ren-
voyé pour avis à la Commission des Douanes l'article 151
de la loi de finances du budget de l'exercice 1925, adop-
tée par la Chambre des Députés.

Je vous serai très obligé de vouloir bien me faire
savoir où en sont, en ce qui concerne cet article, les tra-
vaux de la Commission que vous présidez.

Veillez agréer, Monsieur le Président et cher Collè-
gue l'assurance de mes sentiments les plus dévoués.

Le Président
de la Commission des Finances :



de la Commission des Douanes.

46

Séance du 7 juillet 1925

La séance est ouverte à 14h 20, sous la présidence de M. Noël, rapporteur général.

Sont présents : MM. Noël, Chauval, Omon, Schenna, Japy, Villette gère, Bachelet, Bri Delahaye, Charpentier.

Excusés : MM. Chapal, Tohé, Brumant.

I M. le Président fait connaître qu'il a reçu
M. le Président de la Commission des Finances
la lettre suivante :

SÉNAT

Commission
des
Finances

Monsieur le

SÉNAT

République Française

Commission
des
Finances

Paris, le 4 Juillet 1925

Monsieur le Président et cher Collègue,

Dans sa 2^e séance du 30 mai dernier, le Sénat a renvoyé pour avis à la Commission des Douanes l'article 151 de la loi de finances du budget de l'exercice 1925, adopté par la Chambre des Députés.

Je vous serai très obligé de vouloir bien me faire savoir où en sont, en ce qui concerne cet article, les travaux de la Commission que vous présidez.

Veuillez agréer, Monsieur le Président et cher Collègue l'assurance de mes sentiments les plus dévoués.

Le Président

de la Commission des Finances :

Monsieur le Président de la Commission des Douanes.

118
M. le Président rappelle la précédente décision de
la Commission et propose de reprendre :

Monsieur le Président et Cher Collègue,

En réponse à votre lettre du 4 Juillet, j'ai l'honneur
de vous informer que la Commission des Douanes, à laquelle
le Sénat a renvoyé pour avis l'article 151 de la loi de
finances du budget de l'exercice 1925, a confirmé en date
de ce jour sa délibération du 13 mars dernier :

"La Commission des Douanes et Conventions commerciales,

"Considérant que cet article tend à modifier les bases
sur lesquelles sont calculés les droits ad valorem et par
suite touche à l'ensemble du tarif douanier;

"que, dans ces conditions, ce changement ne peut être
envisagé qu'en même temps qu'on déterminera les nouveaux
droits ad valorem dans la revision douanière;

"émet l'avis :

"que l'article 151 soit disjoint de la loi de finances
et lui soit renvoyé pour être étudié parallèlement avec la
nouvelle loi douanière".

Le Parlement, comme vous le savez, n'a pas encore été
saisi du projet du Gouvernement relatif à cette revision
du tarif des douanes.

Veillez agréer, Monsieur le Président et Cher Collègue,
l'assurance de mes sentiments les plus dévoués.

Il en est ainsi décidé -

II. L'ordre du jour appelle l'examen de la Convention franco-belge.

M. Nizon, rapporteur, donne lecture de son rapport sur le projet portant approbation des arrangements commerciaux signés le 25 octobre 1924 et le 4 avril 1925 entre la France, la Belgique et le grand-duché de Luxembourg.

Il en est décidé qu'une dépêche de M. Herbet, ambassadeur de France à Bruxelles, communiquée à la Commission et disant que le gouvernement belge prenait l'engagement de ratifier la Convention dès le vote par le Parlement français, serait insérée dans le rapport.

M. le Président fait remarquer que les avantages accordés à la France par la Convention ne sont pas considérables. La faute en semble être à l'absence d'un tarif des douanes définitif.

Il remercie et complimente le rapporteur, au nom de la Commission.

M. Nizon donne ensuite lecture de son rapport sur le projet (n° 438) portant modification de certains droits de douane. Il s'agit des modifications nécessaires par les arrangements ci-dessus.

La modification du tarif d'annuité applicable aux enveloppes de mines, envisagée par l'accord du 24 oct. 1924 a fait l'objet d'un projet belgi séparé.

M. Néron donne lecture du rapport qu'il a rédigé sur ce 3^e projet.

La Commission adopte les trois rapports et autorise le rapporteur à les déposer, en prenant acte de l'engagement du gouvernement belge.

La séance est levée à 15h 45

Séance du 11 juillet 1924

À la demande du gouvernement, les Commissions des Douanes, des Affaires Étrangères et du Commerce se sont réunies en séance collective pour entendre le Ministre du Commerce au sujet de l'arrangement conclu entre la France et l'Allemagne concernant les échanges commerciaux du territoire du bassin de la Sarre avec l'Allemagne.

La séance est ouverte à 16 h 20, sous la présidence de M. Reynald, vice-président de la Commission des affaires étrangères.

Sont présents pour la Commission des Douanes : MM. Bompard, Carillon, Tissier, Bulhan.

On entend M. Chaumet, ministre du Commerce, ^{assisté} de M. Serruy, directeur des accords commerciaux au Ministère du Commerce.

M. Serruy expose le détail des négociations et l'économie du projet. (voir compte rendu stenogr. m. extenso dans le dossier du projet)

M. Bompard, rapporteur, donne lecture de son projet de rapport, qui est adopté par les membres présents de la C. des Douanes, après une légère modification de rédaction demandée par M. Tissier.

La séance est levée à 17 h 5

Séance du 24 novembre 1925

La séance est ouverte à 14 heures, sous la présidence de M. Chapal, vice-président.

Sont présents. Mm. Chapal, Noël, Jemmouet, Bompard, Bachelet, Scheurer, Japy, Lauraine, Aubert, Cassez, Montenot, Bulhan.

Excuse. M. Jean Morel, président, retenu à la réunion des Présidents des Grandes Commissions.

M. le Président, en présentant les excuses de M. le Président Jean Morel, fait connaître à la Commission que l'état de santé de son président s'est amélioré et que ce dernier aurait assisté à la séance de ce jour, s'il n'avait été retenu par le Président Interneat à la réunion des Présidents des grandes commissions.

L'ordre du jour appelle la 2^e délibération sur la proposition totale relative au régime des admissions temporaires.

M. le Président rappelle que la Commission avait adopté en première lecture, dans sa séance du 6 mai 1923, le texte qui lui était soumis, avec certaines modifications, mais avait ajourné la réforme jusqu'à la revision d'initiative projetée. Cette revision étant renvoyée à une date peut-être éloignée et les mesures préconisées étant retardées de diverses manières, notamment par l'absence, il a paru opportun

de prendre à ce sujet une détermination définitive -

M. Muël, rapporteur général, rapporteur de la proposition, expose ensuite le but et les modalités de la proposition adoptée par la Chambre des députés.

L'admission temporaire qui en la faculté accordée aux industriels d'importer, en franchise de droits, les produits étrangers destinés à être fabriqués ou à recevoir un complément de main d'œuvre, à charge de réexportation ou de mise en entrepôt dans un délai déterminé, est actuellement accordée à de nombreux produits - Mais, sauf de rares exceptions, la loi se borne à leur assurer, en principe, le bénéfice de l'admission temporaire ; ce sont des décrets qui fixent les conditions de l'importation et de l'exportation. Dans l'intérêt du commerce il a paru qu'il y avait lieu de ~~renir~~ ^{et accomplir} les règles de l'admission temporaire ~~et de~~ ~~réviser~~ ^{et accomplir} dans une loi organique.

M. le rapporteur général rappelle les deux opérations que comporte l'admission temporaire : exportation à l'étranger, c'est-à-dire en représentant le produit même qui a été introduit, et à l'équivalent, c'est-à-dire en compensant la matière importée par un produit fabriqué avec une matière française de même nature et de qualité correspondante.

Après ces explications, M. le rapporteur général dit qu'il a les éléments du rapport depuis deux ans. On attendait la révision financière - Celle-ci tardant, on ne peut attendre indéfiniment - Il faut donner à l'Alsace la satisfaction qu'elle réclame.

M. Scheurer précise que l'Alsace et la Lorraine bénéficient du régime qu'elles avaient avant 1918. Mais

elles regrettent que les autres départements ne jouissent pas des mêmes privilèges et voudraient que ces avantages fussent étendus à tout le pays.

On aborde l'examen des articles, dans le texte déjà adopté en première délibération par la Commission.

Sur l'art. I, M. Scheurer parle de ces fonctionnaires qui ont introduit des tissus et ne peuvent les vendre dans les délais prévus.

M. le Président et M. le Rapporteur général lui font remarquer qu'il y a la faculté d'entrepôt.

M. Scheurer : la question peut se poser de savoir si on admettra des marchandises qui n'ont pas subi de manutention.

M. le Président : la loi de 1836 a déjà déclaré que c'était un moyen de se libérer de sa souscription en allant porter ses marchandises en entrepôt. Nous ne changeons pas cela ; au contraire, nous le complétons. M. le Rapporteur pourra le dire dans son rapport d'une façon claire.

Répondant à plusieurs membres, M. le Président précise que dès qu'une marchandise est entrée en entrepôt, elle peut aller à l'échange, comme elle est entrée, sans payer de droits, et elle peut rentrer, en payant les droits.

M. Scheurer ajoute qu'elle peut même sortir de l'entrepôt pour être ensuite admise en admission temporaire.

M. Japy fait connaître les difficultés qu'il a eues à ce sujet pour des fontes.

M. Scheurer demande que ces précisions soient introduites dans le rapport.

M. Cassez demande si le régime des blés n'est pas touché.

M. le Président rappelle que les blés font l'objet d'un régime spécial. Avec les blés, on paye des droits, même en admission temporaire et on est remboursé en cas de sortie. Il pense qu'il serait bon de préciser dans le texte, à l'article des dérogations, qu'il n'est en rien dérogé au régime des blés et des sucres, en soulignant les lois qui demeurent en vigueur. Le texte proposé pour l'article 1 modifie celui qui a été adopté par la Chambre par l'adjonction au 3^e § après les mots «... avec des matières de même nature» des mots «et de même qualité».

L'art 1 ainsi modifié est adopté.

Sur l'art. 2, une discussion s'engage sur l'addition au ^{de la Chambre} mot «favorable» appliqué à l'avis du Comité des arts et manufactures.

M. le Président précise la portée de ^{l'article} ~~cette addition~~. C'est au Parlement qu'il appartient en principe ~~de~~ ^{de} décider les admissions temporaires. Cependant, dans les cas pressés la procédure parlementaire est tellement longue que si on ne trouvait pas le moyen par la voie du décret, de faire obtenir certaines admissions temporaires, la loi interviendrait trop tard. On a donc admis

une exception, mais en limitant la prérogative du gouvernement par l'avis favorable du Comité des arts et manufactures.

M. Jannin se demande si cette limitation du pouvoir exécutif est constitutionnelle.

M. Scheurer demande si, dans la pratique, le gouvernement passe outre aux indications du Comité des arts et manufactures.

M. le Président répond qu'il a appartenu à ce Comité pendant plusieurs années et qu'il n'a jamais vu prendre de décret contraire à l'avis.

M. Jannin estime que si le gouvernement ne peut prendre de décret que sur avis conforme d'un organisme administratif sans responsabilité, il ne sera plus responsable devant le Parlement.

M. le Rapporteur général fait observer qu'en cas d'avis défavorable le gouvernement aura toujours le droit de déposer un projet de loi. Il ajoute qu'il y a intérêt à envelopper le procédé du décret d'une certaine sécurité.

M. le Président, tout en reconnaissant l'intérêt qu'il y a à cette sécurité, ne peut s'empêcher de remarquer que subordonner l'action du gouvernement à une décision d'un Comité consultatif est une entorse à la Constitution et qu'il lui semble pas que ce soit le rôle du Parlement de limiter cette action.

Le maintien du mot « favorable », mis aux voix
et adopté par 6 voix contre 2 et 2 abstentions.

Sur le dernier alinéa, M. Scheurer dit que
supprimer l'assimilation de la mise en entrepôt à
l'exportation serait contraire à l'esprit de la loi.

M. le Rapporteur lui fait observer qu'il y a « ...s'il y a
lieu » -

L'ensemble de l'art. 2 est adopté.

Sur l'art. 3., M. Jemmrier demande s'il ne
serait pas nécessaire d'insérer dans la loi
l'application de l'art. 463 du Code pénal, concernant
les circonstances atténuantes -

M. le Président ne croit pas que l'art. 463 puisse
s'appliquer en matière douanière -

Il se décide que M. le Président se renseigne -

M. Scheurer demande si le décret qui doit être
rendu « après avis du Comité consultatif des
arts et manufactures » n'est pas celui visé à
l'art. précédent -

M. le Président : Non. Il s'agit d'un simple
décret d'application -

L'art. 3 est adopté -

Sur l'art. 4, M. le Président demande qu'en cas de cession, l'importateur soit soumis aux mêmes sanctions que celles qui atteignent le trafic des acquits à caution. Puisqu'on a fait ici l'assimilation avec les blés et les sucres pour l'interdiction du trafic, il faut aussi la faire pour les sanctions.

Il est décidé qu'après examen, M. le rapporteur tiendra compte de cette observation.

Sous cette réserve, l'article est adopté.

Sur l'art. 5, M. Scheurer estime que le délai de 6 mois est trop court, notamment dans les industries saisonnières, où il faut constituer son stock avant la saison. Il propose 12 mois.

M. le Rapporteur général fait observer que le 2^e parag. permet de proroger jusqu'à un an.

M. le Président ajoute: Le droit commun est six mois. Mais la loi peut toujours accorder un délai plus long ou plus court. Dans les lois passées, on a donné 1 an. Il en sera vraisemblablement de même pour les lois d'Alsace. Dans la plupart des cas, 6 mois suffisent. Il ne faut pas faciliter des manœuvres sur le prix des marchandises.

M. Scheurer n'insiste pas. L'art. est adopté.

L'art. 6 est adopté, sans observation.

Sur l'art. 7, M. Scheurer estime anormal de frapper

d'un droit une manutention donnée en France. Il demande la suppression du dernier membre de phrase.

M. le Rapporteur général fait observer que l'admission temporaire est faite pour favoriser l'exportation et non pour répandre des marchandises dans le pays.

M. Scheurer objecte que ce ne serait pas une spéculation profitable.

M. le Président dit que c'est pour répondre à une situation de fait que cette dernière partie de l'article a été introduite. Il cite des exemples. La disposition est utile dans certains cas exceptionnels.

M. Scheurer n'insiste pas. Et l'article 7 est adopté.

L'art. 8 est adopté sans observation, ainsi que l'art. 9.

Sur l'art. 10, M. le Président dit que c'est là qu'il faudrait spécifier qu'on maintient certaines lois, inscrites par exemple « sont maintenues en vigueur les lois concernant l'admission temporaire des blés, l'admission temporaire des sucres et les autres lois en ce qui elles n'ont pas de contraire à la présente loi... » Il faut qu'on compenne à quel on marque que les lois sur les blés et les sucres sont maintenues en vigueur intégralement, même en ce qui elles ont de contraire à la présente loi.

M. le Président propose à la Commission de laisser à lui-même et au Rapporteur général le soin de la rédaction. (assentiment)

M. Japy demande que les automobiles étrangères qui circulent en France payent des droits comme cela est établi en Suisse et en Allemagne.

M. le Président lui fait remarquer que ce n'est pas un droit de douane - C'est une question de budget.

L'ensemble de la proposition est adopté.

La séance est levée à 16 heures

Séance du 15 décembre 1925

La séance est ouverte à 14 h 30, sous la présidence de M. Jean Morel, assisté de M. Chapsal.

Sont présents : MM. Jean Morel, Chapsal, Noël, Donn, Scheurer, Pachelet, Tokie, Japy, Quemel, Auber, Delahaye, Martin-Binacher, Monteuot-Irissier.

I M. Jean Morel, président, remercie la Commission des sentiments qu'elle lui a témoignés pendant que son état de santé l'éloignait des séances et M. Chapsal de l'ami remplacé avec autorité au fauteuil présidentiel.

Obligé encore de se ménager, il prie M. Chapsal de l'aider à présider cette séance.

M. Chapsal exprime l'espoir que M. Jean Morel puisse bientôt reprendre la direction effective des travaux de la Commission, La Commission, dit, n'oubliera jamais le dévouement, la clairvoyance, et en même temps la cordialité, avec laquelle nous dirigez nos discussions. Aussi les vœux que je vous ai transmis plusieurs fois et que je vous transmets encore aujourd'hui, n'ont jamais été plus sincères.

M. Jean Morel remercie de plus profond de son cœur.

M. le Président Jean Morel communique une
pétition des industriels de la vannerie du département
du Gard, que lui a remise M. Mejan.

Dans cette pétition, les intéressés exposent la
situation désastreuse dans laquelle se trouve
actuellement leur industrie, du fait de l'élévation
des prix des matières premières.

L'osier de la Camargue, qui valait 2,50 la botte
en 1914 est passé à 10⁺ en 1920 - 16⁺ en 1922
et 30⁺ en 1925.

Les osiers de culture verte, qui valaient 3,50 les 100 kg.
en 1914 sont passés à 12⁺ fr. (1920) - 25⁺ h (1922) et
70⁺ (1925).

Les osiers de culture secs ont valu successivement
9⁺ (1914) - 35⁺ (1920) 48⁺ (1922) - 130⁺ (1925).

Les osiers blancs ont valu 40⁺ (1914) - 90⁺ (1920)
170⁺ (1922) 450⁺ (1925).

Les osiers fins : 65⁺ (1914) 150⁺ (1920) - 228⁺ (1922)
650⁺ (1925).

Pour la récolte se exclusivement faite sur le
territoire français, plus particulièrement dans les
départements de la Haute Marne, de Meurthe et
Moselle, de l'Aisne, de la Côte d'Or, de la Corrèze,
de l'Ain, de la Bouches du Rhône et du Gard.

La pétition attribue l'élévation des prix à
une exportation massive et demande
l'interdiction d'exportation.

M. le Président ajoute qu'il y avait lieu de
vérifier cet exposé et, le cas échéant, de songer à
d'autres remèdes, tels que le contingentement ou le
prix de sortie. Mais la question doit être examinée
avec attention, car elle est délicate.

M. Pohé, qui représente, d'ail, un régime à la culture l'osier, fait connaître que chez lui les vanniers et les ceriseurs sont devenus rares et que l'on ne trouvera plus les osiers, si les Belges ne les achètent pas.

M. le Président a signalé la question au ministre, seul compétent. Le ministre lui a dit en avoir été déjà saisi.

M. le Président dépose la proposition et prie M. Chapsal de la mettre à l'étude. Un rapport sera demandé à M. Machet, qui présentera des conclusions à la commission. S'il la juge à propos.

III L'ordre du jour appelle la proposition relative à l'admission temporaire

M. Naël, rapporteur général, donne lecture de son projet de rapport.

Sur l'art. 1 M. Chapsal appelle l'attention sur les ~~deux~~ modifications proposées :

1^o L'importateur a la faculté de se libérer de ses obligations envers la douane par l'exportation de produits fabriqués avec des matières de même nature et de même qualité que celles importées...

2^o La franchise s'étend aux droits d'entrepôt et douane et à toutes les taxes additionnelles d'importation.

3^o La mise en entrepôt est considérée comme exportation ou comme réexportation.

Réprouvant une observation de M. Scheuer,

64
M. Noël mettra dans son rapport que l'autorisation
tient une grande aux industriels ou commerçants.

Sur l'art. 2, des observations sont ^{présentées par} ~~présentées~~ par
MM. Scheurer, Chapsal, Japy, Thorel ^{et M. le Président} sur les
délais.

M. le Rapporteur fait observer qu'il y a lieu pour le
Parlement de statuer rapidement.

M. Scheurer insistait que le cas du décret sur
régie soit assimilé au cas prévu à l'art. 8.

M. le Président appelle l'attention sur la ^{suppression} ~~suppression~~
des mots « favorable » appliqué à l'avis du
Comité Consultatif.

Sur l'art 3, le dernier paragraphe est complété
par les mots : « et les autres conditions à exiger »

Sur l'art 5, aux mots « le Ministre des ~~Commerce~~
Finances » en ajoute : « et le Ministre du
Commerce. »

Sur l'art 6, la modification suivante est
apportée : « ... calculés à 6 % ou au taux légal
en matière commerciale, s'il en existe, et en
outre, à une amende de même valeur et dans
les mêmes conditions que celles prévues au 2.
paragraphe de l'art. 3. »

Une modification analogue (6 % ou taux légal) est
apportée à l'article suivant.

Sur l'art. 9, M. Tissier, appuyé par MM. Scheuer et Japy, demande pourquoi on interdit l'admission temporaire des Toles de jute.

M. le Président ^{Chapsal} fait remarquer que la Commission n'est pas saisie de cette question.

Il ajoute : il y a à l'art. 9 l'énumération d'un certain nombre de produits qui sont admis en admission temporaire, avec condition de réexportation à l'identique. Parmi ces produits, il y a ^{ait} les sacs. L'art. a pour but d'établir la mesure aux autres réceptacles et emballages à remplir ou à retourner vides. L'administration des Douanes demande que l'on supprime les mots « ~~les et emballages~~ à retourner vides ».

Il se décide que le rapporteur se bornera aux observations de la Douane.

Un échange d'observations a lieu sur l'estampillage des sacs, pour assurer la réexportation à l'identique.

M. Tissier demande qu'il y ait une sanction d'amende.

M. le Président ^{Chapsal} fait observer que l'on ne change rien à ce qui existe. Il ajoute que l'on peut dire que ^{un certain nombre de} ~~les~~ mesures qui seront prises par le décret pour obtenir la réexportation à l'identique, il y aura bien des sanctions pénales telles que celles prévues par l'art. 3.

M. le rapporteur général mentionnera cette remarque dans son rapport, mais écartera tout ce qui est en dehors de la loi.

Sur l'art 10, M. Scheurer rappelle qu'au cours de la première délibération, il avait émis l'idée que l'admission temporaire des tissus de coton soit autorisée. On lui a fait alors observer que cela devrait faire l'objet d'un texte spécial et ne pourrait être mis dans la loi. Avec les grandes organisations intéressées, il a obtenu du ministre du Commerce qu'il serait inséré dans le projet de loi soumise un article disant que l'admission temporaire des tissus de coton sera autorisée. Comme cette loi ne sera achevée sans doute que dans un certain délai, M. Scheurer demandera au ministre du Commerce de présenter une loi spéciale - le principe en sera admis.

M. le Président Chapral suggère que M. le rapporteur dans ses observations indique que le décret relatif à l'admission temporaire des tissus de coton, qui concerne l'Alsace de la Lorraine pourrait être étendu à toute la France -

Il en est ainsi décidé.

Le rapport est adopté, sous réserve des observations présentes.

On répond à une remarque de M. le Président Jean Monel, il est décidé que M. le rapporteur fera figurer le texte de la Chambre en face du texte modifié.

Le nouveau texte sera communiqué à M. le Directeur général des Douanes et M. le Ministre du Commerce.

La séance est levée à 17h 30

année 1926

Séance du 29 janvier 1926

La séance est ouverte à 15h 30, sous la présidence de M. Noël, président d'âge.

Sont présents. MM. Noël, Chapral, Auber, Injolas, Charpentier, de Monti de Reze, Quersnel, Scheurer, G. Menier, Casse, Bompard, Delmède, Hauts, Chanal, Monteiot, Dubau, Villette-gali, Courman, Japy, Machet, Lefèvre, Rajon, Dm. Delahaye, Bachelet, Castillon, Excuse - M. Jean Morel

I. Discours du Président

M. le Président donne lecture de la lettre suivante de M. Jean Morel, adressée à M. Chapral :

Paris, 26 janvier 1926

Mm chers collègues et ami,

Je suis redevenu pendant quelques jours à l'appareillement par une indisposition qui, je l'espère, sera sans gravité. Il me sera donc impossible, à mon vif regret, d'assister à la prochaine réunion où la Commission des Douanes et des Conventions commerciales récemment nommée par le Sénat va se constituer et élire son bureau pour l'année 1926. Je me prie de vous bien m'excuser auprès de vos collègues.

Je me prie, en outre, d'être auprès d'eux l'interprète de mes sentiments de profonde

(9)

reconnaissance pour la bienveillance et la confiance qu'ils m'ont témoignées, en m'appelant constamment ~~aux~~ depuis six ou sept ans à présider leurs délibérations. J'en garderai le souvenir vivant dans ma mémoire jusqu'à mon dernier souffle et je les remercie d'avoir si noblement récompensé mes efforts et mon dévouement.

Mon état de santé toujours précaire ne me permet pas, malheureusement, de solliciter de nouveau leurs suffrages pour cette haute fonction et je me vois cette année dans l'obligation de déclin^{er} ce grand honneur. Il faut aujourd'hui à cette importante fonction, surtout à la veille des travaux considérables que vont nécessiter la revision d'industrie imminente et diverses tactations commerciales, un homme jeune, ardent et courageux, dont la compétence et l'autorité soient indiscutables et dont la validité soit certaine. Nos honorables collègues le trouveront facilement dans leurs rangs.

Cet effacement, imposé par les événements et les circonstances, ne m'empêchera pas, d'ailleurs, de ~~donner à notre~~ ^{d'avoir} ~~Commissaire~~ en qualité de simple commissaire élu par le 3^e bureau du Sénat, le plaisir de suivre leurs travaux avec attention et avec un grand intérêt et de donner ainsi une collaboration constante et loyale à leurs délibérations et à leurs séances. Cela pour moi une réelle satisfaction et une grande joie.

Croyez, etc -

Jean Monel.

M. Noël, président, ajoute : Il ne m'appartient pas, ~~en tant que~~ au président provisoire de faire l'éloge de M. Jean Mnel. Pourtant je ne puis oublier qu'il est pour moi un vieil ami, ~~et un~~ un vieux collaborateur — car nous avons siégé ensemble à la Commission des Drama de la Chambre — et il m'en emporterait de ne pas lui envoyer toute mon affection et toute mon admiration —
(^{vifs} applaudissements) —

M. le Président ajoute que l'homme jeune, ardent et compétent qu'a été M. Jean Mnel, la Commission le possède dans son sein. Sans même faire de candidature officielle, il croit répondre au désir de tous en mettant aux voix l'élection comme président de M. Fernand Chapal — (vifs applaudissements)

M. Chapal est élu président par acclamations.

Présidence de M. Chapal

M. le Président ~~présente~~ l'allocution suivante, remuée de la marque de grande estime que la Commission vient de lui donner en le nommant président, pour succéder à M. Jean Mnel.

« M. Jean Mnel — ajoute-t-il — comme il l'a dit tout à l'heure notre sympathique rapporteur général, M. Noël s'est ~~déjà~~ ^{occupé} depuis de nombreuses années à toutes les questions dramatiques. Lorsqu'il a été rapporteur général de la Commission Dramatique de 1910, j'ai déjà eu l'honneur de collaborer avec lui,

7
et j'ai pu suivre avec quelle conscience et quel talent
il a étudié toutes les questions économiques et toutes les
questions techniques. Plus tard, il a représenté la France
avec une particulière compétence dans l'élaboration
des clauses économiques et financières du traité de
Versailles. Il a joué un très grand rôle dans
la politique économique de la France depuis une
vingtaine d'années. Et il était qualifié plus que
personne pour diriger cette révision économique à
laquelle nous allons probablement nous atteler
dans peu de mois. Sa clairvoyance en ces matières
nous aurait été bien utile pour guider nos
pas dans la discussion de ces problèmes complexes (applaudissements unanimes).

« Mais, me l'avez entendu, sa santé ne
lui permet pas de faire cet effort. J'ai
insisté autant que je l'ai pu auprès de lui, quant
il m'a remis la lettre qui vient de m'être adressée.
J'ai essayé de le convaincre de rester président,
en l'assurant que nous collaborerions avec lui
dans la plus grande mesure possible. Il m'a objecté
que les médecins lui interdisaient des efforts
continus et qu'il était obligé de rester en dehors
de toute action de travail, par conséquent de demander
à être déchargé de toute responsabilité, parce que
non que le sentiment de sa responsabilité serait
de nature à peser sur son état de santé ».

Je me suis donc incliné. (applaudissements)

Tous avez bien voulu me charger de le remplacer. Je
ferai de mon mieux. Les questions sont bien plus
difficiles qu'au début. Elles sont compliquées par les
variations des valeurs monétaires, par les
conditions économiques des divers pays. Aussi, je me
demande de plus en plus comment une commission la plus large.

M le Président énumère les principales questions dont la Commission aura à s'occuper :

1^o Les accords commerciaux avec l'Allemagne. Les négociations ont fait un grand pas. Les principes généraux sont admis. On en est arrivé à l'établissement des tableaux.

2^o La revision douanière. On reconnaît au ministère du Commerce que les tarifs actuels ne remplissent plus l'office, pour lequel ils ont été créés, de protection suffisante pour l'industrie française, parce qu'ils ont été calculés en or et que les coefficients pourraient servir de correctifs ont été établis à deux époques où la livre valait 70 à 80 francs, alors qu'elle en vaut 130 aujourd'hui. Sans doute, certaines industries ont fait de tels progrès qu'elles n'ont plus besoin de la même protection qu'en 1914, mais d'autre part des charges nouvelles, loi de 8 heures, impôts et taxes, sont venues les grêver et ne peuvent être mécomens. La question est actuellement devant la Chambre. Les négociations avec l'Allemagne obligeront à la pousser d'une façon plus vive pour aboutir dans les délais nécessaires.

3^o Le gouvernement projette de relever temporairement tous les droits de douane de 20%. MM. Morel et Chapuis, avec des représentants de la Commission de la Chambre, ont été convoqués par le Ministre du Commerce. Ils ont fait toutes réserves sur la décision de la Commission.

M le Président demande aux membres de la Commission leur assiduité aux importantes séances où ces questions seront discutées et renouvelle ses remerciements.

II. Election des Vice-Présidents

Un scrutin a lieu pour l'élection des deux vice-présidents.

Il donne les résultats suivants :

Votants. 25
Majorité absolue 13

Ont obtenu.

MM.	Hauds	21	vingt
	Néron	18	
	Dohé	10	
	Chauval	1	

M. Hauds est nommé 1^{er} vice-président et
M. Néron 2^e vice-président. (appl.)

M. Néron remercie ses collègues, en son nom et au nom de M. Hauds, qui n'est pas présent.

III. Election du Rapporteur général et des Secrétaires

M. Noël est élu rapporteur général par acclamations - ~~(appl.)~~

Le Commissaire réélu également par acclamations
secrétaires MM. Dunn et Eugène Chauval.

IV. Après une observation de M. Delahaye, qui est inquiet de la proportion du gouvernement, à cause du dumping de l'Allemagne, le Commissaire

entend un exposé de M. Japy, au sujet de
 sa interpellation, fixée au jeudi suivant, sur
le paiement des droits de douane en franc-or.
 (Voir le texte de cette note dans le dossier)

En voici la conclusion :

Les droits de douane devraient être payés en or
 aux taux du tarif de 1910. Seulement, les prix
 de revient de nombreux produits étant en
 augmentation, il faudrait maintenir des coefficients
 réduits.

Si le litre tombe au-dessous de 80 fr., les
 droits de douane seraient élevés en conséquence.

Afin de fournir à l'état de l'or et de deniers
 étrangers valant de l'or, l'importateur qui
 paierait des droits de douane en or ou en
 deniers valant de l'or pourrait d'une justification.
 Les articles de luxe devraient payer 20% de droits
 en or ou en deniers, sans justification spéciale,
 celle-ci pouvant s'appliquer aux 80% restant.
 Le cours de l'or serait fixé tous les samedis
 sur la moyenne des cours de la semaine
 écoulée.

L'établissement des droits de douane en or
 nécessitant un réajustement du tarif de douanes,
 M. Japy demande que le gouvernement
 l'étude la plus vite possible et qu'en attendant
 un multiplicateur des coefficients soit appliqué
 immédiatement. Ce multiplicateur irait, suivant
 les cas, de 1,10 à 2.

M. Japy demande une protection pour l'agriculture
 pour lui permettre d'améliorer son outillage et d'augmenter
 sa production.

25
Après quelques ^{cents} observations de M. Delahaye, qui
suggère de prendre comme norme de comparaison
le cours du dollar, de MM. Taurin, Uzel, Lefèvre,
la Commission décide de ne pas ouvrir immédiatement
la discussion et de consacrer à celle-ci une
séance spéciale, jeudi 4 février, étant entendu
que M. Japy demandera au Ministre des Finances
de remettre l'interpellation au vendredi suivant.

V. M. ~~Uzel~~ Lefèvre exprime le désir que la
Commission procède avec bibliothèque le plus de
documents possible.

VI. M. Haubert s'excuse de n'avoir pas été
présent au début de la séance et remercie
très vivement ses collègues de l'honneur qu'ils
lui ont fait en le choisissant pour premier
vice-président, bien qu'il fût un nouveau venu
et que d'autres méritassent mieux que lui
d'occuper ce poste. Il assure la Commission de
toute sa gratitude et de tout son dévouement.

M. le Président lui répond que s'il n'est sénateur
que depuis peu, il a, depuis longtemps, comme
président de la Commission des ~~affaires~~ de la Chambre,
rendu de grands services, et ~~notamment~~ notamment
à préparer, dans l'autre assemblée, la révision
monétaire, pour laquelle son concours sera très précieux
à la Commission sénatoriale. (applaudissements)

La séance est levée à 17 heures

Séance du 4 février 1926

La séance est ouverte à 14 heures, sous la présidence de M. Chapsal, président.

Sont présents: MM. Chapsal, Haubert, Noël, Tapy, Scheurer, Valette, Quesnel, Monteaut, Dimpaut, de Monti de Rezé, Tissier.

Excusé: MM. Néron et Jean Morel.

L'ordre du jour appelle la suite de l'examen de l'exposé de M. Tapy sur le paiement des droits de douane en franc-or.

M. Tapy rappelle les grands liges de sa proposition et s'attache à démontrer que l'Allemagne, contrairement à ce que certains croient, n'a pas souffert de la revalorisation, mais de l'inflation - L'industrie française est à la veille d'une crise grave. Seul le paiement des droits de douane en or procurera les ressources nécessaires, aidera l'industrie, évitera le chômage, permettra de racheter ou de gager le papier.

A titre d'illustration, M. Tapy repère qu'il accepterait le paiement partiel en or, pour les achats de luxe par exemple, comme le font d'autres pays, et un multiplicateur de coefficient.

M. Scheurer met en garde contre certaines statistiques allemandes, qui ne correspondent pas à la réalité. Il croit d'autre part que l'adoption d'une monnaie

or par l'Allemagne n'a pas été sans influence sur l'état de malaise actuel, à cause du resserrement du crédit et de la circulation, qui en est résulté.

La séance est suspendue à 14 h 45 pour permettre aux membres de la Commission de se rendre dans les bureaux.

À la reprise, à 15 h. :

M. Haubert combat la proposition de M. Tapy. Depuis plusieurs années, il a été appelé à s'occuper de cette question. Il a participé à de nombreuses commissions parlementaires ou extra-parlementaires qui en ont délibéré et il connaît son importance.

Le paiement des droits de douane en or a deux aspects : un aspect financier et un aspect économique ou monétaire.

Aspect financier : ce n'est pas seulement une fraction du gouvernement qui peut résoudre le problème ; c'est une question de politique générale ; on ne peut résoudre la question monétaire de bails, par le moyen du paiement des droits de douane en or, et c'est cependant, qu'on le veuille ou non, à cela qu'on aboutit. Aussi a-t-on rencontré toujours l'opposition du gouvernement, puis dans son ensemble, et en particulier du ministre des finances, quand on pose la question qui nous est soumise aujourd'hui.

M. Tapy cite l'exemple de pays étrangers.

M. Haubert fait observer qu'il s'agit de pays qui,

avant la guerre, appliquaient le droit de douane en or, tandis qu'en France actuellement le papier a cours forcé. On ne peut engager la population à faire sa comptabilité en or, ni même les industriels.

Le résultat que l'on obtiendrait serait diamétralement opposé à celui qui se cherche, puisqu'on serait obligé de payer les billets à parité de l'or et que l'on aboutirait à l'inflation.

En point de vue douanier et économique, le paiement des droits de douane en or n'assurera pas la protection désirable aux industries nationales. M. Haude est l'opinion de M. Duboin, ^{économiste et} député, qui se partage en principe les déterminés du retour à la monnaie or, mais qui est hostile au système qui consisterait à commencer par le paiement des droits de douane en or, lequel, pense-t-il, irait à l'encontre du but proposé.

En effet, si la monnaie se dévalorisait, les importations seraient, par ce procédé, rendues plus rares. Et en cas de revalorisation, les droits perçus en or baisseraient automatiquement.

Et cette diminution de protection serait d'autant plus dangereuse qu'à l'abri des droits perçus en or, le prix de tous les produits en France augmenterait. En résumé, les droits perçus en or seraient d'autant plus élevés que l'industrie française aurait moins besoin de protection et inversement.

M. Japy. Votre argument est vrai en ce sens que si le franc unitaire, il pourrait se faire qu'il y ait une période de décalage où l'industrie française pourrait souffrir,

mais à ce moment il y aurait lieu de mettre un coefficient, comme je le propose.

M. Haude arrive au point de me prouver. Une vérité, dit-il, que personne ne conteste, c'est que nous avons un tarif qui n'est pas au point. Il y a une vicieuse de premier ordre à le remettre au point dans le plus court délai. C'est une vérité que j'ai toujours essayé de faire prévaloir, sans succès jusqu'à ce jour.

Après la guerre, on a cherché des moyens de fortune, établissement de coefficients ayant un double caractère, métallique et économique. Si on adoptait le système préconisé par M. Japy, on serait obligé de réduire considérablement les coefficients. En outre, il faudrait, à des époques déterminées, les ramener au fur et à mesure que la valeur de l'or se modifierait, peut-être tous les quinze jours, comme cela se fait dans les pays qui ont adopté ce système.

M. Haude signale, sans y insister, les difficultés d'application, par un personnel insuffisant et mal éduqué. Il attire l'attention sur le fait qu'il faudrait bouleverser non seulement le tarif actuel, mais même le tarif en préparation.

Comme il faut qu'on aboutisse, on n'est plus dangereux que de jeter une formule nouvelle pour l'établissement du tarif douanier. Ce serait amener ^{par} un nouveau retard, les pires difficultés.

Et M. Haude conclut que pour diriger la séance à l'industrie, il se doit être nécessairement

de mettre au point le tarif. Il fera personnellement tous ses efforts pour qu'il ne retarde pas une solution qu'il souhaite.

M. Tapy réplique qu'il n'a pas l'intention de revenir par le moyen de la monnaie or. Mais il croit nécessaire d'appeler l'attention du gouvernement ~~sur~~ du pays sur la nécessité d'y revenir un jour. En attendant, il accepte la mesure intermédiaire ou multiplicateur ou coefficient.

M. Haubert fait connaître qu'il prépare un texte pour que le coefficient puisse être modifié automatiquement à certaines périodes, selon la dévaluation et la revalorisation monétaire.

M. Tapy 2 nous différends de peu de chose.

M. le Président ne croit pas que la mesure proposée par M. Tapy puisse amener de l'inflation, puisqu'elle ne jouerait que sur 350 millions de francs papiers par mois.

Parlant de la taxe sur l'exportation, M. le Président estime que s'il fallait opter entre l'augmenter ou l'exportation, il y aurait lieu de se prononcer pour la première solution.

MM. Haubert, Noël et Tapy se déclarent également défavorables à la taxe sur les exportations.

M. le Président conclut, que s'agit de l'export de M. Tapy, que la Commission a entendu les sentiments

A.

de quelques-uns de ses membres, mais qu'il n'y a
pas lieu pour elle à se réunir.

La séance est levée à 16 heures

Séance du 24 février 1926

La séance est ouverte à 14h 15 sous la
présidence de M. Chapal.

Sont présents: MM. Chapal, Haudry, Néron, Eugène
Chanel, Noël, Injalaz, Bompard, Tissier, Duham,
Bachelet, Quesnel, Laurame, Japy, Roussel, de
Monte de Rézel, Dominique Delbaze.

Excusé: M. Lemaire.

L'ordre du jour appelle l'examen de l'art. 49 (texte
de la Com. des Finances) du projet portant création de
nouvelles ressources fiscales, art. 49 étendant la taxe
sur le chiffre d'affaires aux marchandises exportées.

M. le Président fait remarquer que c'est la première fois
qu'on établit une taxe sur les exportations. Jusqu'ici, il y

avant ^{seulement} des droits de sortie sur certaines marchandises, particulièrement des denrées agricoles, ~~après de l'impôt~~ mûr à l'intérieur. Le texte soumis actuellement au Sénat est l'œuvre de la Commission des Finances. Il diffère de celui de la Chambre et du projet primitif du gouvernement.

M. Dachelet demande s'il ne s'agit que d'une mesure provisoire, pour une année.

M. le Président répond que cet impôt a le même caractère que tous les autres impôts, qui doivent être votés tous les ans.

M. Japy estime qu'il y a deux questions : une question matérielle et une question morale. Au point de vue matériel, la taxe sur les exportations, à laquelle ont été jointe la taxe sur les paiements, également applicable aux exportations, va rendre celles-ci très difficiles. Et cela à une période où les exportations vont sans cesse en décroissant par rapport aux importations. En janvier, les importations ont été supérieures de 615 millions aux exportations. Par contre nos concurrents, l'Allemagne, le Japon, font des efforts considérables pour développer leurs exportations.

Question morale : les acheteurs étrangers puisent argument dans la taxe pour déclarer que, de l'avis même du gouvernement français, les bénéfices des exportateurs sont trop élevés.

M. Japy déclare qu'il ne votera pas la taxe.

M. Néron fait remarquer que la Commission des Finances a adopté seulement 4 papiers et abaissé à 1.30 le maximum fixé à 2⁰⁰ par la Chambre. Il ~~se demande~~ en résulte une diminution de recettes appréciable. M. Néron se demande si, pour 200 à 300 millions, il est opportun de courir les risques indiqués par M. Tapy. Aussi, à moins que ces melus ne soient imposés d'une façon absolue, ne votera-t-il pas cette taxe qui, d'ailleurs, n'est pas une taxe de douane.

M. le Président fait connaître qu'il a essayé de faire rejeter la Taxe par la Commission des Finances. Il a invoqué devant elle tous les arguments que connaissent ceux qui s'occupent du Commerce extérieur, notamment l'accentuation progressive du déficit de nos exportations par rapport aux importations. Il a fait valoir toutes les ~~reflexions~~ réflexions que l'institution de cette taxe ne manquerait pas de susciter à l'échange sur les bénéfices de nos industries, bénéfices que l'Etat, en les frappant, semblerait trouver trop élevés. Comme les premiers produits achetés à l'échange sont achetés aux prix mondiaux et ne peuvent être revendus qu'aux prix mondiaux, c'est sur le travail incorporé que les sommes ainsi payées seront prélevées et le commerce d'exportation en souffrira.

Le gouvernement a fait observer que c'est une très rare ressource qui aient été votées par la Chambre. La taxe a été adoptée par la Commission, à l'unanimité moins 2 voix. M. le Président a alors insisté pour que cette

sont pas l'administration des Douanes qui perçoive la taxe, ce qui exigerait des formalités compliquées et délicates, mais les contributions indirectes, comme cela a lieu pour le chiffre d'affaires. Et il a été entendu qu'il en serait ainsi. Les affaires d'exportation seront inscrites sur le même registre que les affaires d'intérieur et soumises aux mêmes règles. L'exonération dont elles bénéficiaient n'existera plus. Et seuls les articles soumis à la taxe sur le chiffre d'affaires seront passibles de la taxe à l'exportation.

M. le Rapporteur général trouve grave qu'on fasse un tarif douanier un instrument fiscal. Il y a là, selon lui, un précédent extrêmement dangereux. En outre, diminuer les capacités d'exportation, au moment même où on accroit par toutes sortes de charges les frais généraux lui paraît inadmissible. Aussi, quel que soit l'avis du gouvernement, votera-t-il contre cette disposition.

M. Tissier dit que cette taxe atteindra gravement de nombreuses industries, notamment la biscuiterie dans le bassin méditerranéen, où les Anglais seront les seuls à le faire.

M. Abel Lefebvre est également d'avis que la taxe vient au plus mauvais moment.

M. Bouhan se demande si les ressources qu'on attend de cette taxe feront plus de bien au franc que la diminution des exportations ne lui fera de mal. Toutefois il se demande aussi si le projet de gouvernement ne forme pas un tout,

85
qu'il faut accepter en bloc.

M. le Président pense que les industriels exportant moins et leurs frais généraux restant les mêmes ou augmentant, c'est le marché intérieur qui en subira les conséquences et qu'il en résultera une augmentation du prix de la vie. Aussi vote-t-il contre en séance, comme il l'a fait à la Commission.

M. Abel Lefebvre craint que l'impossibilité d'exporter pour certaines industries qui ne vivent que par l'exportation n'amène le chômage.

M. le Rapporteur général demande à M. le Président d'exposer à la Chambre les préoccupations de la Commission des Douanes.

MM. Aachelet, Japy, Chauvel, insistent dans ce sens.

M. le Rapporteur général ajoute qu'au nom des principes, la Commission des Douanes ne peut laisser sans protester voter une semblable mesure (adhésion unanime)

M. le Président dit qu'il fera connaître à l'Assemblée les réserves de la Commission des Douanes, mais il désire que M. Japy n'en présente pas moins ses observations.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 15 heures.

Le séance du jeudi 4 mars 1926

La séance est ouverte à 16 heures, sous la présidence de M. Chapsal.

Sont présents : MM. Chapsal, Jean Morel, Haudo, Néron, Nüel, Totié, Scheurer, Langlois, Roussel, Carillon, Bachelet, Auber, Tournan, Bompard, Abel Lefèvre, Delouche, Lujolas, Mm. Delahaye, Buhan, Gaston Menier, Guernel.

I. Délégation interparlementaire des Omnes

MM. Haudo et Totié sont désignés comme membres de la Délégation interparlementaire des Omnes, en remplacement de M. Douron, décedé, et de M. Binetot, qui ne fait plus partie de la Commission.

La délégation se trouve donc ainsi composée :

MM. Chapsal, Jean Morel, Nüel, Scheurer, Néron, Haudo, Totié -

II. L'ordre du jour appelle l'examen de projet portant modification du taux des droits inscrits au tarif général des Omnes (majoration provisoire de 30%)

82
M. le Président expose que le ministre a déposé sur le bureau de la Chambre le 23 février le projet tendant à élever provisoirement les droits de douane de 30%. Ce projet doit être examiné par la Chambre mercredi. Le ministre désire que la Commission des Douanes du Sénat l'examine simultanément avec la Chambre, afin d'en hâter le vote. M. le Président a prié M. le Rapporteur général de l'écarter et d'en présenter l'exposé à la Commission. Il lui donne la parole.

M. Weil, rapporteur général, commence par annoncer que le projet de révision douanière sera déposé à la Chambre en juillet prochain et sera établi sur la base du droit de douane en franc-or.

Il expose ensuite l'économie du projet actuel qui est une mesure d'attente et qui en même temps répond aux préoccupations manifestées par le vote récent et unanime du Sénat.

Le projet tend à élever provisoirement de 30% les droits spécifiques actuels.

La situation en effet s'est modifiée. Les coefficients, qui étaient à la fois à une protection économique et à une correction du change, ne sont plus en rapport avec les cours actuels de la livre et du dollar.

L'incidence des droits de douane par rapport à la valeur des produits importés, qui était de 8,8% en 1913, de 8,09 en 1922, sous le régime des coefficients, n'est plus en 1925 que de 3,33%. Il y a donc une diminution des droits de douane, ~~due~~ la baisse du franc, qui en fournissant contre-partie à l'abaissement des droits la réduction du pouvoir d'achat

à l'échanger a empêché que cet abaissement eût de graves conséquences. Mais il n'en serait plus de même, au cas où le franc se stabiliserait. Et il est urgent d'intervenir.

Quelle doit être la correction Souhaitée ? Si on prend les chiffres que l'on vient de donner, il semble qu'elle doit être au moins de 150%. Ce serait toutefois imprudent. Une telle correction aurait une grave répercussion sur le prix de l'intérieur; elle augmenterait immédiatement et sensiblement le prix de la vie. D'autre part, elle nous attirerait des représailles de l'étranger.

On a choisi 30%, parce que c'est une moyenne, moyenne entre les opinions extrêmes, entre les taux nécessaires de protection des différents articles; aussi pratique, correspondant à un relèvement moyen de 1% de la valeur des produits, ce taux n'aura qu'une faible répercussion sur nos prix intérieurs; et qu'il est en concordance avec nos conventions commerciales. Enfin, on a vu dans ces 3 décimes une simplicité de calcul et d'application.

Sera-ce suffisant ? Oui, si le temps est très court. Non, si la révision Souhaitée est retardée. Il faut se craindre que la hausse du franc, si elle se produit, peut nous dispenser de la révision Souhaitée. L'industrie, en effet, ne pourra pas diminuer les salaires immédiatement.

En attendant cette révision Souhaitée, calculée sur la base du franc-or, conformément aux suggestions qu'a apportées à la tribune le président de la Commission, il y a lieu d'accepter provisoirement le projet actuellement présenté.

89

M. Abel Lefèvre demande des explications sur ce passage de l'exposé des motifs (p. 11 du projet) :
 « face aux faiblesses que nous procurera l'adaptation
 juridique de nos droits de douane pour la conclusion
 des accords commerciaux en cours de négociation, les
 produits de plusieurs Etats grands producteurs qui
 avaient été pratiquement exclus du marché
 depuis la guerre, entreront en compétition avec ceux
 de la production nationale, dont ils contribueront
 à empêcher la hausse des prix. »

M. le Rapporteur général répond que cette remarque
 vise notamment l'Allemagne, dont les fonds par
 exemple pourront concurrencer les nôtres, la protection
 relative à l'avant-guerre devant être d'autant plus
 faible qu'on aura choisi un taux moins élevé.

M. le Président ajoute : on pourra concéder à
 certains pays étrangers dans les négociations en cours
 on a vu des droits qu'il n'est pas possible de leur
 accorder actuellement et qui serviraient à maintenir
 assez bas les prix à l'intérieur. Il est évident qu'en
 dehors de la répercussion sur le prix de la vie, il peut
 y avoir intérêt à accorder à l'Allemagne par exemple
 certains avantages en échange d'autres avantages.

M. Tissier croit que tout serait simplifié si l'on
 accordait à l'Allemagne le traitement de la nation
 la plus favorisée et se plaint des entraves que
 met, M. le Comité des Forges.

M. Haude fait observer que la loi de 1919 ne
 permet plus d'accorder à aucune nation ce traitement.

M. Gaston Menier déclare que depuis plusieurs années les Allemands ont préparé des tarifs tels qu'il ne peut pas y avoir réciprocité de l'échange de certains produits entre les deux pays. Même si on augmente les droits de 50%, l'Allemagne se trouvera encore dans une situation qui lui permettra de résister simplement en maintenant les tarifs existants chez elle. L'industrie chocolatière française notamment en dans ce cas. M. Gaston Menier se propose de signaler cette situation à M. le Rapporteur général, en l'appuyant sur des chiffres. Il rappelle que lorsque M. Haubert était président de la Commission des Douanes de la Chambre, la Chambre Syndicale des Chocolatiers ~~s'était~~ s'était rendue auprès de lui et lui avait démontré combien la situation était précaire et combien il était difficile, si non impossible, de trouver un terrain convenable pour établir un accord, à cause de la disproportion actuelle des tarifs existants.

M. Jean Morel estime qu'il convient d'approuver le projet. Il est indispensable de faire un relevé, en attendant la revision douanière. Ce relevé est d'autant plus nécessaire, qu'en attendant 400 millions pour l'équilibre du budget. Il n'atteint pas les matières premières, puisqu'elles entrent en franchise, ni les produits agricoles sur lesquels les droits de douane ont été suspendus par décrets (décrets qui, tout dit en passant, n'ont pas été soumis même à la ratification du Parlement et qui pourraient être abrogés si le Parlement ne donnait pas sa ratification).

91
Toutefois M. Jean Morel n'en pas aussi optimiste que le gouvernement sur la faible répercussion que ce relèvement aura sur le prix de la vie. Le commerce, même s'il n'est pas touché, ne manquera pas d'augmenter les prix. Les vêtements, les chaussures, la lingerie, tous articles qui sont indispensables au consommateur, seront soumis à la majoration. Une hausse des prix en sera à craindre.

En conclusion, M. Jean Morel votera le projet, tout en se réservant d'en suivre l'évolution et d'apporter, s'il y a lieu, les corrections nécessaires.

M. Gournan parle en faveur de l'établissement des droits de douane en or. En attendant il se ralliera au projet actuel, espérant que avant peu satisfactions lui sera donnée.

M. Abel Lefèvre estime que le projet ne donne que très imparfaitement satisfaction à l'ordre du jour voté par le Sénat et aussi à certaines de nos industries qui auraient besoin d'être protégées.

Il ajoute :

« M. le Rapporteur général et M. Jean Morel ^{ont dit} ~~ont dit~~ ~~appelant~~ qu'il ne s'agit que d'un régime provisoire ; mais »

M. le Rapporteur général a ajouté que si ce régime devait se prolonger au-delà de cette année, il serait insuffisant. Or, le ministre, dans l'exposé des motifs, déclare qu'il ne faut pas espérer une renonciation de notre tarif douanier avant seize à dix-huit mois. Dans ces conditions le 30% ne serait-il pas insuffisant ? Pourquoi s'arrêter à ce chiffre arbitraire ? Une augmentation plus grande

ne touchera pas les matières premières, mais seulement les produits manufacturés qui viennent de l'étranger concurrençant nos industries. » De sa part, M. Abel Lefèvre ne venait pas d'insinuer à ce que le consommateur français paye plus cher certains articles, qui ne sont pas de première nécessité.

M. Dominique Delahaye est entièrement de l'avis de M. Abel Lefèvre. Il propose que le taux soit porté à 50%, qu'il considère comme un minimum - Il défendra cette proposition à la tribune.

M. Haubert explique que l'on ne peut pas dépasser la limite de 80%, même si elle paraît insuffisante pour certaines industries, à cause des engagements qui, à tort ou à raison, ont été pris envers ~~certains~~ d'autres pays. Il a été prévu en effet dans certains accords commerciaux, notamment dans ceux conclus avec la Belgique, qu'il ne pourrait être apporté de rectification aux droits de douane qu'en relation avec la différence des prix sur les marchés mondiaux. C'est ainsi que lorsque le projet actuel a été connu, la Belgique s'est émue. Il a fallu lui expliquer que l'augmentation envisagée se justifiait par cette différence de valeurs sur les marchés mondiaux. Le 80% correspond en moyenne à cette différence. Si on l'avait dépassé, on n'aurait pu justifier la mesure vis-à-vis de la Belgique et d'autres pays avec lesquels on a conclu des conventions analogues.

M. le Président conclut que le 80% est peut-

83
être un peu menu, surtout si le franc continue
sa course à la baisse. Mais on peut espérer une
situation meilleure. Et alors l'effet du 30% sera plus
sérieux.

M. Langlois demande si tout en affirmant le
projet on ne pourra pas faire quelques réserves
sur le taux.

M. Tissier voit dans le projet un geste et un
pas un acte. Certaines industries chimiques, comme les
matières colorantes ne peuvent pas vivre.

M. Abel Lefèvre est heureux d'avoir pu voir les
explications de M. Haubert. L'exposé des motifs
s'efforce à justifier le 30% par toutes sortes d'argu-
ments qui ne paraissent pas très sérieux. M.
Haubert a dit la vérité brutale. M. Abel Lefèvre
demande si, dans ces conditions, on ne pourrait pas
adopter un pourcentage plus élevé, en prévoyant
des exceptions pour les engagements pris.

M. le Rapporteur général dit que les accords
commerciaux en question sont de courte durée
et peuvent être dénoncés parlementairement. Mais
sans eux, il n'y aurait pas d'exportation.

M. le Président ajoute que la clause est réciproque

Répondant à M. Bachelet, qui a parlé de droits
ad valorem, M. le Président rappelle que notre tarif
douanier, en principe, comprend des droits spécifiques.
On a fait quelques exceptions, par ex. pour les produits

pharmaceutiques, parce qu'il s'agit là de produits pour
lesquels les prix varient à l'infini. Mais les droits ad
valorem sont ~~beaucoup~~ peu nombreux. De 1916 à 1923
les coefficients n'ont été appliqués que sur les droits
spécifiques. Actuellement il s'agit non pas d'une
correction écumique — qui est nécessaire une
refonte article par article — mais d'une correction
monétaire. Le projet aurait gagné à rester sur
le terrain monétaire. Il aurait évité les critiques
dont il est l'objet.

Quant à l'autre correction, la correction écumique,
à laquelle la Chambre travaille actuellement,
M. le Président se l'accroît pour demander qu'elle
soit faite la plus tôt possible. L'Commission
du Sénat s'en saisira, dès qu'elle pourra le faire
utilement.

M. Bachelet dit que s'il n'y avait que des
droits ad valorem, il n'y aurait pas de difficultés.

M. le Président rappelle l'amendement qu'il a
déposé sur le bureau du Sénat, au cours de
la discussion du projet fiscal, et qu'il semble
que l'on n'a pas bien compris. On a craint que
la protection fût trop grande. Mais l'incidence
sur les prix en est très importante que
la taxe à l'exportation, les charges fiscales et le
30%.

M. Carillon se préoccupe par la portée
générale et l'effet massif qu'aura le projet.
Il y a des produits qui ont haussé en France
dans des proportions excessives, par exemple

les bois, parce qu'ils sont déjà trop protégés. Les chemins de fer, les postes et télégraphes, la ville de Paris ne peuvent déjà pas trouver en France les traverses, les poteaux, les parcs, qui leur sont nécessaires. Ces produits, qui devraient être exemptés, vont même augmenter, avec les 30%.

M. le Président fait remarquer qu'avant les coefficients, les bois avaient une protection supérieure à celle dont ils bénéficient actuellement - les 30% rétablissent la protection.

M. Buhan, à son tour, rappelle que la question est simplement monétaire. Toute la question, selon lui, est de savoir si les 30% rétablissent l'équilibre, au point de vue monétaire, et dans le cas contraire si une élévation du taux n'amènerait pas un accroissement trop élevé du prix des bois.

M. Götze dit qu'il faut être d'une prudence extrême en raison des variations du change. Il y a 6 mois, le franc belge était inférieur au franc français et la France devait se défendre contre certains produits belges. Aujourd'hui, la situation est inverse. La hausse du franc belge constitue pour ces produits une protection suffisante.

Après de courtes observations de MM. Gaston Menier et M. Delahaye, la discussion est close.

Le projet, mis aux voix, est adopté.

III . M. Tournan en désigné comme rapporteur
du projet relatif au régime domaniale de la Corse.

M. Tissier en désigné comme rapporteur
du projet relatif au carbonate de baryte.

La séance est levée à 17h45

Séance du mardi 30 mars 1926

La séance est ouverte à 14h 30, sous la présidence de M. Chapsal.

Sont présents: MM. Chapsal, Haude, Neron, Jean Morel, Noël, Eugène Chanel, Machet, Monteuot, Bachelet, Lujolas, Gournan, Charpentier, Tissier, Scherrer.

M. Gournan donne lecture de son projet de rapport sur la proposition tendant à modifier la loi du 9 juillet 1912 portant modification de régime financier de la Corse et accordant une subvention annuelle à ce département.

M. Gournan propose d'accepter le texte qui se trouve au Sénat, mais il fait remarquer qu'~~il ne s'agit pas~~ le régime financier n'est en aucune manière modifié par la proposition; il s'agit simplement d'une augmentation de la subvention; et la commission des Finances pourra estimer qu'elle n'a pas à juger la proposition au fond.

M. le Président fait observer qu'à la Chambre ~~existe~~ Commission spéciale de la Corse que la proposition a été renvoyée pour rapport et à la Commission des Finances pour avis. Mais celle-ci n'a pas voulu donner d'avis.

Il propose que la Commission des Finances du Sénat,

puisque il s'agit d'une augmentation de dépenses, demandée, par défiance pour la Commission des Finances de cette assemblée, qu'elle soit consultée.

M. Noël, rapporteur général, insiste à son tour sur le caractère financier de la proposition. Il ajoute que, lors de la session d'automne, la question se posera de savoir s'il n'y aurait pas lieu de faire entrer la Corse dans le régime d'annuité général.

M. Jean Muel rapporte comme le bruit reçu par l'Etat sur les subventions déjà accordées.

M. Gourman a demandé ce renseignement au ministre des Finances. Il ne l'a pas encore reçu.

A la demande de M. Jean Muel, M. Gourman donne lecture de l'art. 7 de la loi du 9 juillet 1912 visé dans la proposition, à l'art. 2.

Cet art. 7, dont l'abrogation est proposée, stipule que les projets de travaux à subventionner seront, pour chaque année, après avis du Conseil général, arrêtés par décret en Conseil d'Etat, rendus sur la proposition des ministres de l'Intérieur et des Finances.

M. le Président reconnaît que la procédure devant le Conseil d'Etat est assez longue, mais il ajoute qu'il faut cependant certaines garanties.

Sur les fonds, M. le Président dit qu'il comprend que les Corses fassent valoir la dépréciation de l'argent pour demander l'augmentation des subventions, mais cette demande aura plus de force après l'augmentation.

des Suts de Souane.

M. le Président conclut en proposant que la Commission se déclare favorable en principe à la proposition, au point de vue financier, sous réserve de l'avis de la Commission des Finances. M. Bourneau, pour répondre à l'observation de M. Jean Morel, demandera de nouveau au Ministre des Finances le rendement des impôts, subvention de l'Etat, et présentera devant la Commission un nouveau rapport complet. (Adopté) -

II. M. le Président fait connaître qu'il a reçu des appel de Comité formé à Remerciement pour élever un monument à Jules Méline. La commission de l'Agriculture, dont M. Méline était le président, a décidé de souscrire une somme de 500 fr., partagée entre ses membres.

Il se décide que la Commission des Souanes souscrira une somme à peu près équivalente, chaque membre étant laissé libre toutefois de verser la somme qui lui conviendra. Les membres de la Commission des Souanes qui sont également membres de la Commission de l'Agriculture et ont déjà souscrit au titre de cette dernière commission, ne seront pas sollicités à nouveau.

III - M. Tissier donne lecture de son rapport sur la proposition de loi tendant au relèvement immédiat des droits d'entrée sur le carbonate de baryte.

Il fait ressortir l'utilité de ce produit pour la préparation de l'eau oxygénée. Il est également employé dans la peinture. La protection demandée pour lui est indispensable et n'est pas exagérée. L'urgence se résume par le prochain relèvement de 30%. Tout ce produit pourra ainsi profiter avec son nouveau tarif.

M. Tissier aurait voulu qu'à l'expression "baryte" fut substituée celle de "barium", plus conforme à la nomenclature internationale. Mais M. le Président et M. Noël font observer que c'est sous la dénomination de "carbonate de baryte" que ce produit figure au tarif général et qu'il a été désigné dans le texte adopté par la Chambre. Une nouvelle dénomination pourra être proposée, lorsqu'on établira la prochaine nomenclature.

M. Tissier n'insiste pas.

Le rapport est adopté et le rapporteur se retire à se déposer sur le bureau du Sénat.

Séance levée à 15h 40

Séance du Samedi 3 avril 1926

La séance se ouverte à 15h. sous la présidence de M. Chapal.

Sont présents MM. Chapal, Haub, Neron, Noël, Eugène Chaval, Donn, Brunan, Abel, Lefèvre, Charpentier, Jean Tapy.

M. Fighiera, Directeur des Affaires commerciales et industrielles au Ministère du Commerce, assiste à la séance.

L'ordre du jour appelle la suite de l'examen du projet portant modification de taux des droits inscrits au tarif général des douanes (élévation de 50%)

M. le Président donne connaissance de la discussion de ce projet à la Chambre des Députés, dans la séance du 2 avril et ~~par~~ du texte adopté par l'autre assemblée.

M. Fighiera expose les conversations qu'il a eues avec M. Capus, au sujet d'un amendement relatif au rétablissement des droits de douane sur les produits agricoles. M. Capus proposait que les droits de douane sur les produits agricoles, suspendus par divers décrets, fussent rétablis et subissent le relèvement prévu par la présente loi.

M. Tychies, au nom du ministre du Commerce, lui a objecté qu'il n'était pas logique de faire rétablir par une loi des droits suspendus par décrets et qu'il était plus simple de laisser au gouvernement le soin de rétablir ces droits par décrets. M. Capus s'en range à ~~cette~~ cet avis. M. Tychies avait proposé le texte « Dans un délai de 3 mois à partir de la promulgation de la loi, les droits de douane applicables à divers produits agricoles, suspendus depuis 1914, seront rétablis dans la même forme. »

M. Capus a accepté cet amendement, en y ajoutant « ... et seront soumis à la majoration de la présente loi. » Cette addition était ~~inutile~~ superflue, mais ne présente pas d'inconvénient, puisqu'elle ne change rien.

L'amendement Capus aura pour avantage de faire cesser l'antinomie, qui n'est qu'apparente, entre les produits agricoles et les produits industriels au point de vue douanier.

M. Haude dit que cela a un grand intérêt politique, parce qu'il faut éviter un conflit ~~entre~~ à la Chambre entre les intérêts agricoles et les intérêts industriels.

M. le Président constate que l'accord s'est fait entre M. Capus et le ministre du Commerce sur le texte adopté par la Chambre.

- M. le Président fait remarquer qu'après l'amendement Capus, la Chambre a adopté un amendement

Question ainsi censurée : « Les fins de France sur les pièces détachées des machines agricoles ne seront pas soumis au relèvement prévu par la présente loi. »

M. Haude combat cet amendement. Les constructeurs de machines agricoles en France, dit, ont fait des progrès considérables, et ce n'est pas au moment où ils pensent obtenir des résultats qu'il faut les décourager, en refusant leur protection. D'autre part, il serait inopportuniste, au cours des négociations franco-allemandes, de mettre en mauvaise posture le matériel mécanique. Enfin, dans une réforme monétaire, les exceptions ne se comptent pas. M. Haude conclut qu'en parlant ainsi il n'aurait servi non seulement les intérêts de l'industrie, mais aussi ceux de l'agriculture, à qui il importe que la France fournisse le matériel agricole dont elle a besoin.

M. Doum fait remarquer qu'il s'agit simplement des pièces détachées pour les réparations.

M. Haude réplique qu'avec des pièces détachées on peut monter des machines complètes et qu'en surplus il ne s'agit pas d'une remise en main mais d'une compensation de la dévaluation de la monnaie.

M. Doum convient que le véritable intérêt de l'agriculture est de fournir la construction de machines agricoles françaises. Il accepte qu'il n'y

air pas d'exception pour les machines agricoles, si il n'y a pas un plus sur d'autres produits, tels que blé et le sucre.

M. Abel Lefèvre estime également qu'aucune exception ne se justifie. Le ~~fait~~ relèvement de 30% en déjà trop onéreux.

M. Fighiera expose que le ministre de Commerce était d'avis opposé à excepter et l'élévation des machines agricoles, d'autant plus que la protection dont elles bénéficiaient est déjà très basse. C'est en séance, et pour jeter du lest, qu'il a cédé. M. Fighiera croit que si la question venait devant la Chambre et faire l'objet d'un débat plus approfondi, il sera possible d'obtenir le rejet de cette disposition.

- M. le Président fait connaître ensuite que la Chambre a adopté un amendement Cayrel tendant à ne pas appliquer la majoration au blé et au sucre, décrets auxquels des additions de MM. Barbecot et Duval-Arnould ont fait ajouter ~~le cacao~~, le café et le cacao.

M. Noël signale que l'amendement Cayrel a été adopté à main levée d'avis, puis par assis et levé, au cours d'une épreuve douteuse. Il y avait à peine une centaine de députés en séance.

M. Figliera confirme qu'on pouvait interpréter le vœu dans un sens comme dans l'autre.

M. Doum s'élève contre ces exonerations. Il ne faut pas, dit-il, décourager les agriculteurs.

M. Noël combat à son tour cette disposition, par principe, car il s'agit d'une simple correction monétaire, qui est un minimum.

- M. le Président, poursuivant l'examen du texte voté par la Chambre, arrive à un amendement de MM. Brunet, Angoulvant, Gaspard, etc. ayant conçu : « Les majorations ci-dessus sont applicables d'office aux colons assimilés, si, dans le délai de six mois, et suivant la procédure habituelle, ils n'ont pas renoncé au bénéfice de cette réforme.

Il ne voit pas d'inconvénient à cette disposition, qui regarde le ministre des colonies.

- Enfin, dernière modification, la Chambre a adopté une disposition Philippoteaux disant :
 « La majoration de 30% des droits de douane ne frappe pas les exportations en nature originaires et importées d'Allemagne sous le contrôle des administrations compétentes et dans les conditions du décret du 28 juillet 1922 pour la restauration des régions libérées »

Répondant à une demande de précisions de M. M. Sonn et Japy, M. Figliera dit qu'aux termes du décret du 28 juillet 1922, ce sont seulement les 9 départements atteints par l'invasion qui peuvent bénéficier, ~~pour ces départements~~ d'un régime de tarif minimum pour les importations faites au titre des réparations. Pour les autres départements, on applique le tarif général. Actuellement, il est question de supprimer cette frontière entre les départements dévastés et les autres. Mais, dans l'état actuel de la question, l'amendement Philippoteaux ne peut s'appliquer qu'aux régions libérées.

M. le Président se demande si on ne va pas trop loin, puisqu'~~en~~ certains départements bénéficieraient d'un tarif inférieur au tarif minimum.

M. Figliera fait remarquer que les indemnités accordées aux trusks n'ont pas fait état de 30% ~~nicole le nouveau texte~~ que si on leur applique le nouveau texte, ce sont eux, en somme, qui paieront les 30%.

M. le Président remercie M. Figliera.

Celui-ci déclare que le ministre des finances désire que le projet soit adopté ce soir même.

La Commission décide d'accepter l'amendement
Capus relatif aux produits agricoles, l'amendement
Blumet concernant les colonies assimilées et
l'amendement Philippoteaux pour les régions dévastées.

Elle repousse les dispositions qui tendaient à
excepter les pièces de machines agricoles, le blé, le
sucre, le café et le cacao.

M. le Rapporteur général se voit autorisé à donner
lecture à la tribune de son rapport, en l'achevant,
s'il y a lieu, après le vote du projet financier.

La séance est levée à 15h45

Séance du mardi 15 juin 1926

La séance est ouverte à 16h 30, sous la présidence de M. Chapsal.

Sont présents : MM. Chapsal, Néron, Noël, Eugène Chanaud, Japy, Scheurer, Laurance, Dissier, Duber, Gournan, Bonnard, Cassez, Enjolras, Rajon, Charpentier, Abel Lefèvre, Dominique Delahaye, de Monti de Rezé, Ringelin.

I. L'ordre du jour appelle la proposition tendant à modifier la loi du 9 juillet 1912 portant modification du régime financier de la Corse et accordant une subvention annuelle ce département.

M. Gournan, rapporteur, reprend l'exposé de son rapport. Il fait remarquer que depuis la dernière réunion de la Commission, la Commission des finances s'en saisie, comme il était naturel, du fond de la proposition et que la Commission des Domaines n'est plus chargée que de donner son avis au point de vue financier. Comme la proposition n'apporte à ce sujet aucun changement, la Commission des Domaines ne saurait y faire d'objection, en ce qui la concerne.

Il en est ainsi décidé.

II. Audition de M. le Ministre du Commerce sur les accords commerciaux

M. Daniel Vincent, ministre du Commerce, et M. Lerruy, Directeur des accords commerciaux au Ministère du Commerce sont introduits.

M. le Ministre du Commerce dit qu'il a répondu avec empressement au désir qui lui a été exprimé par le Président de la Commission des Douanes de venir devant la Commission exposer l'état des négociations ^{commerciales} avec les pays étrangers. Il aurait souhaité que cette déposition eût lieu dans des circonstances plus calmes. Il a tenu cependant à venir exposer les étapes des négociations, laissant à M. Lerruy le soin de présenter les observations techniques.

Ces négociations se rapportent :

1°. Aux accords aux conventions précédents, signés avec l'Italie et la Belgique et en cours de discussion avec l'Espagne, à la suite de l'augmentation des droits de douane de 30%.

2°. Aux pourparlers franco-allemands.

Avec la Belgique, les négociations ont été très aisées et rapides, en raison des avantages réciproques que procure aux deux pays cette espèce de constante liaison économique qui existe entre eux surtout depuis la guerre. La France a pu montrer à la Belgique qu'elle était vis-à-vis d'elle complètement dans son droit, en relevant les droits de douane de 30%. C'est donc dans un esprit de conciliation qu'elle a accepté de négocier à nouveau à quel accord

s'en élab.

En Italie, l'émou a été plus vif et les tractations ont été plus délicates. En raison de la tension actuelle entre l'Italie et l'Allemagne, il y avait intérêt pour nous à conserver autant que possible dans ce pays une position économique favorable. M. Daniel Vincent, saisi de la question par le ministre du Commerce d'Italie, au cours d'une visite à Milan, lui a fait observer que le relèvement de 20% était inférieur à la diminution de protection résultant de la dépréciation du franc. Il l'a néanmoins prié d'en référer à Paris le Directeur des accords commerciaux, M. Guinole, pour en discuter. Pendant plusieurs semaines, M. Guinole et M. Serruys, et leurs collaborateurs, ont examiné avec beaucoup de difficulté les conditions dans lesquelles les concessions pourraient être consenties, en vue de maintenir entre les deux pays de bons rapports économiques. Lorsque la question a été réglée, grâce à une bonne volonté réciproque, M. Serruys s'est rendu à Rome et l'accord a été signé.

Avec l'Espagne, les négociations avaient été engagées à Paris dans une atmosphère favorable. Mais lorsque le négociateur espagnol, M. Oros, est rentré à Madrid, les dispositions ne furent plus aussi bonnes. Il semble qu'il faudra quelque temps pour concilier le point de vue espagnol, influencé par la grande industrie, et le point de vue français, qui tend à défendre surtout les tissus et les automobiles. Le ministère du Commerce a pensé à organiser pour le prochain printemps à Madrid une exposition

114
des produits de l'Europe française.

Parlant enfin des relations franco-allemandes, M.
le Ministre en fait l'histoire rapide —

« Il fallait, M^{rs}, en dehors des obligations de traité de
Versailles, prévoir des clauses de balises. Lorsque j'ai eu
l'honneur de prendre la direction du ministère de
Commerce, déjà la question ^{avait été} ~~était~~ heureusement
engagée par mes prédécesseurs. Il y a eu de nombreuses
réunions entre les deux délégations. Nous avons déterminé
une atmosphère. Cette atmosphère a trouvé son expression
dans le protocole du 18 décembre, aux termes duquel
la France et l'Allemagne s'accordaient le régime
de la nation la plus favorisée. J'ai nous avons négocié
en janvier et avril des accords partiels, portant
surtout sur les produits agricoles, car l'agriculture
française doit vivement ressentir ses débâcles
haribonnelles et l'agriculture étant le fond même
de notre activité, dans l'exportation de nos produits c'est
aux produits agricoles que nous devons penser en
premier lieu. Nous n'avons pu obtenir qu'un
contingentement de 27.000 quintaux pour un
certain nombre de années; ce contingentement ~~contingentement~~ a été
rapidement absorbé. Un nouvel accord ^{a été signé} pour un
second contingent de même importance, ~~en faveur de~~ certains
produits du Midi, ~~et~~ également vite absorbé.
Le problème restait entier.

Nous avons donc repris la question. Les Allemands nous
ont fait remarquer que la France n'avait absorbé
que très peu des produits qu'elle avait liberté d'intro-
duire, tandis que l'Allemagne a absorbé tout de
suite son contingent de produits alimentaires
français. La position était assez délicate.

Dans les conversations qui ont eu lieu ces jours derniers, M. le Dr. Forre, chef de la Délégation allemande, a suggéré d'attendre et de ne pas faire de nouveaux accords partiels, le Reichstag se mettant en vacances le 30 juin. Nous avons répondu qu'il y avait, au point de vue de l'intérêt politique des deux nations, nécessité de ne pas mettre un hiatus aussi large entre les négociations, et de compléter les deux accords partiels par un accord plus vaste et plus compréhensif. Cette méthode a été acceptée. Mais on nous a opposé une contre-partie extrêmement sévère, par suite de la pression des agrariens allemands. On a été jusqu'à nous parler de l'établissement des Allemands dans nos colonies. Il ne s'agissait donc point d'échanges purement commerciaux. J'ai eu l'occasion aujourd'hui même de voir M. Tredeleben, ancien président de la Délégation allemande, et je lui ai fait observer quelles difficultés ces exigences pourraient susciter. En cas d'échec, je demanderais aux Commissions des Chambres d'examiner quels sacrifices nous pourrions consentir pour que le courant de nos exportations ne soit point ~~taré~~ arrêté.

Le ministre prie ensuite M. Serruys, Directeur des Accords commerciaux d'exposer à la Commission les étapes des négociations au point de vue technique.

M. Serruys déclare qu'il reprendra l'exposé des négociations, une à une, et saurait son intention

113
de parler aussi d'une autre catégorie de ^{pour parler} ~~de produits~~, qui ne sont pas touchés par les 30% ou les accords antérieurs, avec le Japon, la Serbie, la Grèce, le Guatemala, Haïti, etc. Il s'abstient de parler de la Russie, puisque l'accord avec ce pays ne pourra être réalisé que dans un avenir assez lointain.

1^o Avec la Belgique, il s'agissait non pas d'une réclamation de droit, mais d'une réclamation de fait. L'art. 3 de l'arrangement du 4 avril 1925 stipulait que pour les marchandises énumérées dans les listes annexées à l'arrangement, les deux États pourraient adapter les droits aux conditions nouvelles si, sur les marchés nationaux, les dits produits accusaient une augmentation de prix de plus de 20%, par rapport aux prix pratiqués le 4 avril 1925. La Belgique nous a fait remarquer que dans la plupart des cas cette augmentation de 20% ne s'était pas produite et ne justifiait pas à ses yeux le relèvement de 30%. Il faut dire que lorsque la Belgique a négocié, elle l'a fait sous la menace du projet 713, qui n'a jamais été discuté par le Parlement. Elle avait consenti, en conséquence, une augmentation de tarif français. Les 30% se trouvaient ainsi réalisés en fait et il convenait de ne pas les appliquer deux fois.

Aussi le gouvernement français a fait droit à la demande belge et a signé avec la Belgique, le 10 avril 1926, un avenant aux arrangements des 24 oct. 1924 et 4 avril 1925.

Pour certains produits, les papiers de cellulose chirurgicaux,

les dentelles à la main, les papiers photographiques, les clichés et planches pour impressions sur papier, les armes, ^{à peu} et certaines catégories de meubles, nous avons prévu des droits correspondant aux droits en vigueur avant les 30%, etant entendu que les taxes pourraient être réajustées, si une variation de plus de 20% se produisant, par rapport aux émissions actuelles.

Il faut remarquer que nos dentelliers n'ont pas demandé de protection spéciale, les deux industries dentellières, française et belge, s'étant accablées entre elles. Les industries des deux pays se ~~font~~ font en effet de plus en plus. Sans la dentelle, c'est la Belgique qui a défendu nos droits à Washington, en même temps que les siens. De plus l'art. 23 du pacte de la Société des Nations prévoit que les états intéressés pourront se prêter une aide pour les régions envahies pendant la guerre. Nous avons toujours interprété cette clause comme permettant aux nationaux l'octroi de émissions favorables, qui ne pourraient être réclamés par des pays tiers. C'est ce que nous avons fait cette fois encore en concédant temporairement le régime antérieur au 6 avril pour ^{un contingent de} ~~les~~ chaux et ciments originaires du Luxembourg.

Comme contrepartie, nous avons obtenu que la Belgique s'engageât à ne pas augmenter des taxes sur les automobiles, les pneumatiques, les vins de haute espèce, surtout les vins mousseux, et quelques articles de la mécanique et de l'industrie de la soie dont nous avons intérêt à favoriser l'importation dans ce pays.

Cet accord constitue donc une application ajustée

115
et contractuelle de la loi de 30%. Il faut ajouter que
nos importations en Belgique sont en augmentation
importante, tandis que les importations belges en France
se sont à peine maintenues, en raison des hauts salaires
belges.

2°. De la part de l'Italie, la réclamation est venue
le 8 juin, après le retentissant discours méditerranéen
de M. Mussolini. Le problème ne se posait pas de la
même façon qu'avec la Belgique. Nos négociateurs à
Rome avaient promis la consolidation des droits et
il a fallu que le ministère du Commerce leur fit
faire machine en arrière. Cette clause fut supprimée
pour être remplacée par une clause de préavis -
(art. 3 de la Convention du 13 nov. 1922). C'est cette clause
que l'Italie, que la presse italienne, non sans une
certaine âpreté, nous reprochait d'avoir pas observée.
La question se compliquait de la question des ferrailles
et de celle des soies.

En ce qui concerne les soies, la France et l'Italie avaient
signé un accord le 28 juillet 1923, qui leur permet
de soulever les marchés étrangers. Mais depuis la
signature de cet accord, les circonstances ont changé.
Le monde a fait que certains articles qui étaient
secondaires en 1923, ~~ont~~ comme les crêpes marocains,
les tissus de laine mélangés de soie, les tissus chargés
de métal, ont été mis en valeur. Un accord nouveau
était nécessaire.

On négocia sur ces divers points, et après avoir fait
accepter par le gouvernement Italien le principe du
droit que nous avions d'établir la majoration de
30% comme rétablissement de l'incidence des changes, il
fut entendu que les ajustements seraient faits, en

me d'une bonne entente économique des deux pays.

Le 29 mai 1926 fut signé à Rome un accord dont voici les caractères généraux :

Accord tarifaire : A part une exonération partielle des 20% pour les marhs italiens et une exception pour les chapeaux en copeaux de bois, l'Italie ne reçoit aucune modification pour les produits de la liste C de l'accord du 13 nov. 1922. Nous lui accordons certaines satisfactions en ce qui concerne les mistelles et vins de liqueurs. Mais, sur le terrain de la viticulture nous recevons une contre-partie importante.

La question se pose en effet de savoir de quel côté il convient de diriger l'économie française, s'il faut continuer à faire de la surindustrialisation ou donner sa force au développement de la richesse agricole qui a fait la grandeur de notre pays avant guerre.

M. Lerruy constate que l'agriculture n'est pas protégée, sous prétexte que le prix de la vie doit être maintenu au niveau actuel, bien que celui-ci soit inférieur au niveau mondial. Il estime, en ce qui le concerne, que les prohibitions d'exportation agricoles devraient être levées petit à petit et que l'agriculture et l'élevage devraient être orientés vers l'exportation. L'Italie peut offrir un de ces débouchés.

Reprenant son exposé, M. Lerruy fait remarquer que les vins musseux, aux termes de l'accord, entrent en France en Italie avec des droits abaissés et les cognacs et eaux-de-vie seront taxés d'après la teneur réelle en alcool ou la teneur forfaitaire de 50°, au lieu de 70°.

Nous avons obtenu aussi satisfactions pour les machines à couper le papier.

En échange, nous avons accordé des dégrèvements

117
pour le riz et les herbes destinées à la sarronnerie, les herbes
volatiles, les fleurs coupées, les acides tartarique et citrique,
les fils de chaux et les boutons de corse. Ce dernier
sacrifice a été le plus sensible.

(le ministre se retire).

Accord sur le régime des soies. En ce qui concerne les
soies, il avait été prévu en 1923 que les deux pays
pourraient augmenter leurs droits de 20% que les prix
marqueraient une augmentation de 20%, clause analogue
à celle signée avec la Belgique. ~~Cette~~ Mais nos industriels
~~ont~~ ^{avaient} d'avis qu'on pouvait renoncer à la majoration
de 20%, pourvu qu'on ajustât les profits. Une
réunion a eu lieu à Milan entre les intéressés des
deux pays, sous les regards des deux gouvernements.
Leurs négociations ont abouti à des propositions que
les gouvernements ont pu accepter, avec quelques
modifications nécessitées par l'intérêt général.
En échange du renoncement aux 20%, l'industrie
séricicole italienne a consenti pour certains produits
intéressant l'exportation française des dégrèvements
qui favoriseraient leur expansion sur le marché
italien. Et les deux pays ont décidé de poursuivre
leur politique de protection concertée. Si aucun
engagement n'a pu être obtenu de l'Italie
en ce qui concerne le règlement des litiges que
soulève constamment la question du grainage
des vers à soie, du moins il a été entendu que
cette question serait examinée par des délégations
d'industriels des deux pays.

Accord des ferrailles. Cette question se la conséquence
d'une situation de guerre. Nos amis demandent à
l'Italie pendant la guerre de ne compter que sur
elle-même pour ses ferrailles, ses aciers, etc. Il a ainsi

créé chez elle une métallurgie tout à fait artificielle, puisqu'elle n'a pas de fer, ni de charbon. Elle pousse maintenant cette industrie, qu'elle estime être devenue une nécessité nationale et elle a besoin de nos ferrailles. Or, si notre métallurgie de l'Est trouve sur place le minerai et le charbon, la vieille métallurgie française qui, nous le savons, n'a pas de charbon, n'a pas le minerai, tâche d'employer surtout de la ferraille. Une tonne de ferraille dispense de 3 tonnes et demie de coke. Laisser sortir les ferrailles, c'est donc faire entrer du coke et l'interdiction de sortie des ferrailles est pour nous une question nationale, comme est l'importation de cette matière pour l'Italie. Il fallait que l'Italie le reconnût.

Il a été convenu que le contingent minimum de ferrailles qui pourront être exportés en Italie demeurerait fixé à 120.000 tonnes, et pourrait être complété par deux pallies successifs de 20.000 et 30.000 tonnes, correspondant à des achats de 60 et 70.000 tonnes de produits sidérurgiques en France. La proportion totale reste ainsi fixée à $120.000 + 20.000 + 30.000$ - soit 200.000 tonnes de ferrailles pour 130.000 tonnes de produits sidérurgiques. Une clause résolutive nous permet de nous libérer ^{à tout moment} en portant de 120.000 à 160.000 tonnes le contingent annuel mis à la disposition de l'Italie sans compensation.

Cet accord n'est pas sans inconvénient pour le marché français, mais il donne à l'Italie une satisfaction qu'elle apprécie et qui aidera à apaiser l'atmosphère politique et à ajuster les intérêts économiques des deux pays.

30. ^{Pour parler} ~~accord~~ avec l'Espagne. M. Serruys rappelle les difficultés des négociations de 1922, en raison des aspirations de l'industrie naissante de Biscaye et de Catalogne, qui comptaient surtout sur la protection pour se développer. A cette époque, c'était surtout la viticulture espagnole qui était demanderesse. C'est elle qui a entraîné le décret royal ~~de rétrocession~~ de rétrocession. L'accent qui était intervenu a bien joué pour nous, en raison de la chute du franc et de l'exposition de l'industrie française à l'Espagne. Elle a, ~~par suite~~ ^{par suite} nous bien joué pour les Espagnols, à cause du change et parce que les vins espagnols sont trop chers. Maintenant, c'est la métallurgie qui exerce son influence et a amené la déunciation de l'accent. Le moment était favorable pour l'Espagne, celle-ci n'ayant pas de vins à exporter et l'époque où était l'époque où nous placions le plus grand nombre d'automobiles et la plus grande quantité de tissus de soie.

Etant formée l'action commune de la France et de l'Espagne au Maroc, une formule de conciliation devant être cherchée. C'est à quoi l'on s'est employé — jusqu'ici sans succès. Les Espagnols ont un moment consenti à nous accorder sur le tarif minimum des abattements de 60 à 80%, puis ils ont voulu revenir à 20%, alors que d'autres pays jouissent d'avantages plus importants. Deux difficultés se présentent pour nous. D'une part, parce que nous vendons au-dessus des prix mondiaux, on veut nous pénaliser. D'autre part, l'instabilité du franc. Meidement, M. Serruys réclame la possibilité pour les négociateurs d'accorder le régime de la nation la plus favorisée.

4^e Accords avec l'Allemagne. Les conversations ont continué avec l'Allemagne, mais celle-ci, qui trouve dans la presse une vive opposition à toute entente avec nous, manifeste de moins en moins le désir de conclure un traité. On a dû se borner à des accords partiels.

Trois accords ~~ont été conclus~~ ^{ont été conclus} concernant la métallurgie : l'un pour les "exportations"; dans cet accord, la Sarre sera considérée comme appartenant à la fois à une organisation française ~~pour la~~ à une organisation allemande, pour un tiers. Le deuxième a trait de facteurs particuliers et la troisième des garanties.

Cet accord, ^{qui est sérieux} ne deviendra effectif qu'après la réalisation d'un 2^e accord, l'accord "production", qui touche à la fois la France, l'Allemagne, la Belgique, la Pologne et la Tchécoslovaquie, en vue de limiter la production au maximum mis de 1926 multiplié par 12; cette clause est dangereuse pour les consommateurs de certains pays; elle ne le sera pas pour la France qui produit déjà 2 fois et demie la consommation. Des garanties sont prévues pour les usagers. Le troisième accord métallurgique concerne les rails. C'est un cartel tout à fait international. Il fonctionne déjà. D'autres accords métallurgiques sont prévus, notamment pour les ponts.

L'accord chimique est plus délicat. On prévoit une spécialisation concertée de la production. Naturellement ces accords seront soumis au Conseil Supérieur de la Défense nationale et aux usages de l'industrie textile.

M. Lermay reprend ensuite les explications données par le Ministre concernant les produits agricoles et la contre-partie exigée des Allemands.

M. Serruys demande à réserver pour une autre audition les renseignements concernant l'état des pourparlers avec le Japon, la Grèce, la Serbie, le Guatemala, Haïti, l'Irlande, etc.

Il insiste sur la situation pénible dans laquelle sont placés les négociateurs français, par le fait que le statut financier actuel ne possède pas ces deux conditions fondamentales : une garantie d'égalité avec les concurrents, une garantie de niveau des fonds avec la production nationale. Il faut, de toute nécessité, chercher des armes pour les accords futurs dans un ajustement des taux.

M. Serruys estime que le Derris du fourgonnaire est non seulement de réaliser sa tâche, mais d'éclairer le Parlement sur la façon dont elle est exécutée. Il souhaite donc un conseiller, ou mieux un informateur (applaudissements).

M. le Président remercie M. Serruys de l'exposé qu'il a fourni et des exceptions de principes qui doivent diriger la politique ~~financière~~ économique de la France.

M. le Président souhaite que le gouvernement, tout en ^{le} prenant les initiatives qui sont nécessaires.

Au nom de la Commission, M. le Président remercie M. Serruys pour tout ce qu'il a fait pour l'intérêt national.

Après de courts observations de MM. Japy et Tissier, M. le Président demande si les projets de loi doivent être déposés avant la séparation des Chambres.

M. Serruys répond affirmativement pour les

accords avec la Belgique, les trois accords avec l'Italie et les deux accords réalisés avec l'Allemagne. D'autre part, un certain nombre de conventions datant de l'année dernière doivent être déposées par le président du Conseil. Ils visent ^{notamment} la Turquie et la Bulgarie. La discussion en sera demandée dès la rentrée.

Sont nommés rapporteurs éventuels :

- pour la Belgique : M. Néron
- l'Italie : M. Noël
- l'Allemagne : M. Scheurer

La séance est levée à 18h27

Séance du jeudi 5 avril 1986

La séance est ouverte à 18h 45, sous la présidence de M. Néron, vice-président.

Sont présents : MM. Néron, Noël, Chaval, Chapal, Bulhan, Cassez, Quernel, Totie, Bourman, Monteur, de Monti de Rézi, Japy, Scheuer-Soumme Delahaye.

I. Election du Président

M. Chapal, qui avait dû donner sa démission, à la suite de sa nomination comme Membre du Commerce, et qui avait été nommé membre de la Commission, après la démission de M. Jortus Jortus, est réélu président par acclamations.

M. Néron, président de la séance, se fait l'interprète des membres de la Commission pour saluer et féliciter M. Chapal.

M. Chapal prend possession de la présidence.

M. le Président remercie la commission et l'assure qu'elle peut compter comme par le passé sur tout son dévouement pour travailler à la solution des questions d'aujourd'hui, de plus en plus complexes.

Il expose, au point de vue d'aujourd'hui et d'aujourd'hui,

les conséquences de l'arrêt du 2 août 1926. Il a demandé au Président du Conseil de tenir compte, dans la modification des taxes financières, des intérêts particuliers de chaque industrie. M. Tomicanié lui a promis d'examiner avec ses services si cela était possible. Mais M. le Président craint que l'on se décide, pour des raisons de rapidité, pour une majoration uniforme.

D'autre part, la taxe à l'exportation atteindra sérieusement certains industries.

Il y aura donc lieu de s'efforcer, plus encore qu'au passé, de défendre le mieux possible les intérêts essentiels du pays. Il s'y emploiera avec la commission.

M. le Président ajoute que, lorsqu'il doit assister au Conseil de Commerce, il avait l'usage de déposer avant la séparation le rapport financier; il ignore les intentions à ce sujet du nouveau ministre.

II Convention internationale de Genève sur les formalités financières

Il est décidé que M. Néron, chargé de rapport sur la Convention internationale de Genève relative à la simplification des formalités financières, sera adopté par la Chambre des députés le 6 juillet, donnera connaissance de son rapport à la prochaine séance.

III. M. Roussel se propose de déposer au bureau du Sénat ses rapports sur les projets suivants :

10. Projet 102 ratifiant le décret du 15 mai 1922 qui a modifié le tableau des coefficients de majoration des droits du tarif spécial de l'Indo-Chine
20. Projet de loi ratifiant les décrets du 20 mai 1922 et 6 juin 1924 accordant des détaxes à l'entrée en France de certains produits du Cameroun et du Togo
30. Projet ratifiant divers arrêtés ^{portant} promulgation dans certaines colonies de décrets modifiant le tarif douanier
40. Projet ratifiant l'arrêté du 19 janv. 1921 qui a promulgué dans la colonie de la Guyane divers décrets modifiant des coefficients de majoration
50. Projet ratifiant divers arrêtés ^{portant} promulgation dans certaines colonies de décrets modifiant le tarif douanier.

IV La Commission décide, sur l'initiative de M. Eug. Chanaud, de demander que lui soit renvoyé pour avis le projet portant compromis d'arbitrage entre la France et la Suisse sur le sujet des zones franches.

Noël
 M. ~~Louis Chanaud~~ ^{Noël} est le seul qui comme rapporteur éventuel, a vu que M. Bompard, ~~rapporteur~~ précédemment saisi de la

question, n'exprime le désir de la rapporter à nouveau.

V. M. Lafère Chenal est désigné comme rapporteur
du projet portant ratification de décret du 7 juin
1924, qui a modifié le régime d'anciens de
certaines points ratifiés

la séance est levée à 15h 15

Séance du Vendredi 6 août 1926

La séance est ouverte à 14 h 30, sous la présidence de M. Chapsal.

Sont présents : MM. Chapsal, Noël, Néron, Japy, Tournan, Bompard, Charpentier, Dominique Delahaye, Buhan, Monteuot, de Marti de Rézé.

I L'ordre du jour appelle la Convention internationale de Genève relative à la simplification des formalités douanières.

M. Néron, rapporteur, donne lecture de son projet de rapport. Il conclut à la ratification de la Convention.

M. le Président félicite M. le Rapporteur de son exposé.

M. Noël fait remarquer que les renseignements verbaux donnés aux intéressés concernant les formalités douanières sont insuffisants. Il serait préférable, selon lui, que ces instructions soient données par écrit, engageant en quelque sorte la douane elle-même, ce qui éviterait de nombreuses déclarations erronées, causées par l'imprécision des renseignements obtenus.

M. Tournan, sur les art. 2 et 3 de la Convention, signale les nombreuses complications que la procédure envisagée serait susceptible d'entraîner dans son application. Cette question pourrait être étudiée plus profondément à une date ultérieure.

M. Tapy s'élève contre les nombreux abus touchant l'obtention des certificats d'origine, plus particulièrement de la part de l'Espagne. Il aimerait que des modifications soient apportées à ce sujet.

M. le Rapporteur fait remarquer que la Convention contient surtout des directives générales. Ses principes sont posés. Il est difficile d'espérer que tous les abus concernant les questions de détails soient éliminés immédiatement.

M. Noël demande cependant à M. le Rapporteur de insérer ces considérations dans son rapport.

M. le Rapporteur accepte, tout en soulignant le caractère de non-obligation de la Convention et l'absence de principes nouveaux pour l'Administration douanière française.

M. le Président à ce sujet fait ressortir le degré de perfection atteint par cette administration.

M. Noël demande que si l'art. 15 de la loi de 1892 est conservé lors de la révision douanière, il soit mis en accord avec la Convention.

M. le Président estime qu'il vaudrait mieux mettre cette disposition dans un décret plutôt que dans une loi.

Le rapport de M. Noël est adopté et le Rapporteur en autorise à le déposer sur le bureau du Sénat où sera transmise le projet.

aura été un fait accompli -

II. M. Buhar se plaint de la différence des
hautement réservé aux vies musseux à leur
entrée en Italie. Alors que les autres vies musseux
profitent d'une diminution de droits à leur entrée
dans ce pays, ceux de Grande et de Belgique
font l'objet d'une exception regrettable.

M. Noël, rapporteur de la Convention franco-italienne,
fait part des explications que lui a fournies M.
Serruy, Directeur des Accords Commerciaux au
Ministère du Commerce, à ce sujet. Le 13 novembre
1922, la question avait été vivement discutée, sans
succès. Par la suite, des satisfactions partielles ont été
obtenues. Une lettre récente de M. Mussolini
montre que le gouvernement italien n'est pas
hostile à une amélioration de la Convention.

M. le Président précise que les musseux de
Belgique et de Grande n'ont pas été "exclus",
mais "omis". Il ya lieu d'espérer que des
modifications pourront être obtenues. Le débat
pourra être repris lors des examens de la Convention
franco-italienne.

La séance est levée à 15h 20

Séance du Mardi 23 novembre 1926

La séance est ouverte à 14 h 30, sous la présidence de M. Chapsal.

Sont présents : MM. Chapsal, Hautot, Méron, Scheurer, Langlois, Auber, Lauraine, Duhan, Monteuot, Bompard, Tournan, Rajon, Tissier, Charpentier.

Excusés : MM. Noël et Roussel.

I L'ordre du jour appelle divers projets de loi portant ratification d'arrêtés concernant les tarifs douaniers dans certaines colonies.

M. Auber donne lecture de ses rapports sur les projets suivants :

1^o Projet portant ratification de l'arrêté du 8 mars 1921, qui a promulgué dans la colonie de la Nouvelle-Calédonie les décrets des 23 décembre 1919 et 29 août 1920 portant modification du tableau A annexé à la loi du 11 janvier 1892, en ce qui concerne les automobiles et les instruments de musique.

M. Lauraine s'étonne que des ~~arrêts~~ arrêtés de gouvernement puissent être convertis en lois, mais sur l'affirmation du rapporteur qu'il y a des précédents il n'insiste pas.

131
2°. Projet portant ratification de l'arrêté du 1^{er} oct. 1920 qui a promulgué dans la colonie de la Guadeloupe les décrets des 14 juin, 8 juillet, 28 août, 23 septembre établissant ou modifiant des coefficients de majoration des droits de douane.

3°. Projet tendant à ratifier l'arrêté du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie du 8 oct. 1923 qui a promulgué dans cette colonie différents textes relatifs aux douanes.

4°. Projet tendant à ratifier et à convertir en loi divers arrêtés du gouvernement général de Madagascar ayant promulgué dans cette colonie différents textes relatifs aux douanes.

Ces quatre rapports sont adoptés et le rapporteur est autorisé à les déposer sur le bureau du Sénat.

II Proposition de loi tendant à modifier la loi du 9 janvier 1912 portant modification du régime douanier de la Corse et accordant une subvention annuelle à ce département.

M. le Président rappelle que la Commission, s'étant saisie de cette proposition pour le fond, en a été dessaisie au profit de la Commission des finances. Elle n'en est plus chargée que de donner un avis. Le sens de cet avis a été arrêté antérieurement.

M. Tournan, chargé de le rédiger, se prie de

donner connaissance de son texte.

M. Journay donne lecture de l'avis, qui est adopté. Le rapporteur est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat.

III M. Auber est désigné comme rapporteur du projet tendant à ratifier le décret du 22 mars 1923 portant modification des droits de sortie en Indochine. (n° 222)

IV M. le Président rappelle que la Commission a été officiellement saisie, par avis, de projet tendant à ratifier la Convention portant compromis d'arbitrage entre la France et la Suisse, au sujet des zones franches de la Haute-Savoie et du pays de Jex, signée à Paris le 30 oct. 1924 (n° 505).

M. Bompard ne demandant pas à être chargé de la rédaction de l'avis, devant déjà rapporter la question devant la C. des affaires étrangères, M. Noël est définitivement désigné comme rapporteur.

I. M. le Président fait part à la Commission des décès de Madame Jean Mnel, femme de l'ancien Président de la Commission et de la mère de M. Ernest Hautot. Il adresse à MM. Jean Mnel et Hautot les condoléances et les sympathies de la Commission.

VI. A la demande de M. Bulhan, appuyé par M. Tissier, la Commission décide de commencer l'examen, à titre officieux, de l'accent provisoire franco-allemand, déposé en août dernier sur le bureau de la Chambre, mais non encore distribué, afin de ne pas se laisser surprendre par l'échéance, ~~de l'accent~~ l'accent prenant fin en février.

M. Scheurer, rapporteur, se prie d'en remettre la Commission de cette question à la prochaine séance.

VII. A la demande de M. Langlois et après que M. le Président eut fait des réserves sur le fond, il est décidé que la question du rétablissement des droits sur les blés sera posée devant la Commission à une prochaine réunion.

La séance est levée à 15h15

Séance du mardi 30 novembre 1926

La séance est ouverte à 14 h 30, sous la présidence de M. Chapral.

Sont Présents: MM. Chapral, Hauts, Néron, Scheurer, Carrez, Langlois, Bachelet, Aubert, Buhan, Enjolras, Tissier, Tapy, Monteuot, Tournan, Delahaye, Rajon.

Excusés: MM. Noël, Potié, Lemaire.

I - L'ordre du jour appelle le projet de loi tendant à ratifier et convertir en loi le décret du 22 mars 1925 portant modification des droits de sortie en Indo-Chine.

M. Aubert, rapporteur, donne lecture de son projet de rapport.

Celui-ci est adopté et le rapporteur est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat.

II. M. Néron donne lecture du rapport, rédigé par M. Noël, sur le projet tendant le régime de l'admission temporaire aux carmbes ou carmbes importées en vue du concassage en grumeaux et de l'extraction des graines.

Le rapport est adopté et le dépôt en est autorisé.

135
III. Arrangement provisoire franco-allemand du
12 février 1926 et avenant du 8 avril 1926

M. le Président rappelle que le gouvernement a déposé sur le bureau de la chambre le 2 août dernier le projet ratifiant l'arrangement provisoire franco-allemand du 12 février et l'avenant du 8 avril. Ce texte, d'ailleurs, n'a pas encore été distribué. Les deux conventions dont il s'agit, entrées en vigueur les 1^{er} mars et 15 avril, sont déjà caduques. Elles ont été remplacées par l'accord du 5 août mis en vigueur le 20 août et qui n'a pas encore été soumis à la ratification du Parlement.

M. Scheurer, chargé du rapport sur l'arrangement du 12 février et l'avenant du 8 avril, ayant fait connaître son intention de ne pas se représenter aux élections sénatoriales de janvier prochain, il est à craindre qu'il ne soit plus au Sénat lorsque le projet y viendra en discussion. M. le Président le prie néanmoins de donner connaissance, à titre de communication, du rapport qu'il a préparé.

M. Scheurer donne lecture de son projet de rapport. Il conclut à la ratification, en exprimant le regret que les négociateurs français n'aient pas pu faire réduire les droits escomptés que les vins français ont à supporter en Allemagne.

M. le Président demande à M. le Rapporteur si les marchandises allemandes inscrites dans le tableau sont entrées en grande quantité.

M. le Rapporteur répond que, d'après celui lui en avoir dit

au Ministère du Commerce, les Allemands n'ont pas pu obtenir les contingents prévus.

M. Buhan fait observer que quand les Allemands laisseront entrer les vins français, ceux-ci ne concurrenceront pas les vins allemands, mais les vins italiens et espagnols.

M. le Président remercie M. Scheurer et déclare que la Commission ne votera sur les conclusions que quand elle sera saisie officiellement du projet.

M. Scheurer ajoute quelques considérations sur l'accord du 5 août. C'est, dit-il, une importante convention qui renferme près de 300 positions et touche aux produits les plus variés. Il estime qu'il sera indispensable de désigner des rapporteurs spéciaux pour chaque catégorie d'articles. Il avait prié M. Serruys, pour pouvoir donner un aperçu à la Commission, de lui remettre une note où seraient consignés, pour les principaux articles, les droits d'entrée en Allemagne résultant de cette convention. M. Serruys a fourni la note, qui n'est pas encore parvenue.

M. Tapy signale que l'Allemagne s'apprête à voter une disposition interdisant d'exporter une marchandise dans un autre pays que celui pour lequel elle a été déclarée. Il se demande s'il ne faut pas en conclure qu'elle accorde des subventions à son exportation.

M. le Président fait observer qu'il peut s'agir simplement d'une question de charge ou de frais de transport.

IV. M. Bachelet demande si la Commission a un avis à formuler au sujet de l'établissement des droits d'entrée sur les blés, prévu par le décret du 20 nov.

M. le Président rappelle que M. Langlois avait posé la question à la dernière réunion. Il ajoute que depuis qu'il fait partie de la Commission des Douanes jamais ces questions n'ont été renvoyées à celle-ci. C'est toujours la Commission de l'Agriculture qui en a été saisie. Il en est de même à la Chambre.

M. Langlois dit que la Commission de l'Agriculture en a déjà délibéré et demande si le ministre ne pourrait être entendu par les deux Commissions réunies.

M. Tisser ~~suggère qu'on envoie~~ Bachelet s'intéresse particulièrement au maïs.

M. le Président fait observer que le décret du 20 novembre suspendant le remboursement des droits de douane sur les blés au 1^{er} janvier prochain, toute mesure en faveur du maïs ne pourrait guère finir que pendant trois semaines, le maïs devant vraisemblablement suivre le sort du blé.

M. Tisser insiste sur la liberté rendue aux Distilleries de maïs, en vue de la production de l'alcool industriel.

M. Bachelet ne croit pas qu'on puisse actuellement rétablir la liberté des Distilleries de maïs.

des observations sont présentées par MM. Monteuot, Casses, Japy.

M. le Président suggère qu'en ce qui concerne le mais et le blé un travail préparatoire soit effectué par les membres de la Commission qui appartiennent également à la Com. des cultures. En ce qui concerne le distillation, il y a au Sénat une Commission des alcools, que préside M. Maurice Sarraut, et qui est particulièrement compétente pour examiner le problème sous toutes ses faces.
(approbation)

IV M. Claude Rapon attire l'attention sur un article paru dans le Bulletin des Halles du 27 novembre et dont il donne lecture :

Les interventions américaines dans le Commerce français

Une nouvelle vraiment insolite s'est répandue dans la presse touchant une nouvelle forme de l'intervention américaine dans les affaires du commerce français. En 1924, des agents du fisc américain ont enquêté les affaires de cuirs et de dentelles en France ; en 1925, les fabriques du Jura ; en 1926, ils vont s'occuper des produits chimiques dont les fabricants américains veulent se réserver le marché. Les agents du fisc des Etats-Unis prétendaient saisir à la douane américaine les marchandises des exportateurs ou des maisons françaises qui leur avaient refusé leurs livres de comptabilité.

Maintenant, les agents du fisc ont été supprimés et remplacés par des agents du Trésor, membres de la Commission des tarifs. Ces agents sont chargés de procurer au fisc américain les éléments utiles de révision des tarifs en fonction du contrat des valeurs déclarées en douane et de leurs renseignements. L'existence de ces agents a été notifiée par l'ambassade des Etats-Unis au gouvernement français et ils sont accrédités auprès du ministre du Commerce.

Il y a vraiment là un intolérable scandale. Quel que soit le formulaire des questions et des instructions que ces agents aient à poser aux commerçants et aux industriels, il n'est pas admissible que ni officiellement ni officieusement les commerçants étrangers puissent s'immiscer indirectement ou sous le couvert de leur gouvernement dans les affaires du commerce privé en France. Il ne l'est pas davantage que le gouvernement américain lui-même se renseigne de cette manière.

Les procédés de fabrication française, les méthodes commerciales, les prix de revient, les sources de matières premières, les débouchés, tout cela sera découvert et exploité par les agents de l'Amérique. Il est invraisemblable que les ministres des Affaires étrangères et du Commerce se plient à de telles exigences. Bien mieux, il y a là un danger colonial. Si la politique commerciale de la France doit orienter le commerce d'exportation et d'importation vers les colonies, ce ne doit pas être sous le regard des étrangers auxquels sera

ainsi données toutes les facilités de concurrence.

Après M. Claude Rajon, MM. Tisser, Japy, Hauvois
s'élèvent contre ce projet. " " "

M. le Président dit qu'il demandera des explications au
Ministre du Commerce.

VI. M. Bompert attire l'attention sur l'arrangement
franco-allemand ^{du 6 nov.} intéressant les produits métallurgiques
de la Sarre et de la Lorraine.

La séance se lève à 10 heures

Séance du vendredi 10 décembre 1926

La séance est ouverte à 15 h. sous la présidence de M. Chapsal.

Sont présents: MM. Chapsal, Hauts, Héron, Noël, Chanal, Scheurer, Japy, Buhau, Cassez, Caillhon, Laurance, Roussel, Lujolas, Delahaye, Tournan, Aubert, Lefèvre, Rajon, Charpentier,

Excusé: M. Ernaud.

Audition de M. Bokanowski, ministre du Commerce et de l'Industrie, assisté de M. Serruys, directeur des Accords Commerciaux, sur les accords commerciaux avec l'Allemagne, la Belgique et l'Italie.

M. le Ministre a voulu mettre le Parlement au courant des accords de Saint-Etienne et 6 novembre avec l'Allemagne et lui demander de voter avant la séparation le projet affirmant l'avenant du 29 mai 1926 aux traités de commerce et conventions commerciales avec l'Italie et le projet affirmant l'avenant du 10 avril ^{aux} ~~et~~ arrangements de 24 oct. 24 et 4 avril 25 entre la France et l'Union économique belgo-luxembourgeoise, ainsi que les deux projets corrélatifs modifiant certains traits de commerce.

Il s'attache à définir le sens et la portée de chacun de ces accords.

141
Après lui, M. le Directeur des Accords commerciaux
représent une à une chacune des négociations et
fournit les renseignements techniques.
Il commence par les accords avec l'Allemagne.

En raison de la séance du Sénat, la suite de
l'exposé de M. le Directeur est renvoyée à une
prochaine réunion, fixée au mardi 14 dec.

La séance est levée à 16h 50

[Voir compte rendu Sténographique sans
cote n°]

Séance du Mardi 14 Décembre 1926

La séance se ouvre à 14 h. sous la présidence de M. Chapsal.

Sont présents - MM. Chapsal, Nèrm, Noël, Lemaire, Japy, Delahaye, Lemaire

Excusés. MM. Cadillon, Scheuer, Hautot, Auber, Potié.

I Suite de l'audition de M. Serruys, Directeur des Accords Commerciaux, sur les accords commerciaux conclus avec l'Italie et la Belgique.

M. le Directeur expose d'abord les conditions de l'accord du 29 mai avec l'Italie, complété par un échange de lettres le 15 août.

[Voir le compte rendu sténographique dans l'Annuaire n° 82]

M. le Directeur parle ensuite de l'avenant du 10 avril 1926 aux arrangements commerciaux des 24 oct. 1924 et 4 avril 1925 entre la France et l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

M. le Directeur rappelle dans quelles conditions, à la suite de l'échec de la première stabilisation belge et de votre majoration de 30% du 6 avril 1926, il a eu recours à l'avenant du 10 avril.

Cet avenant freinant la non-application des 30% à certains produits: papiers de cellulose chimiques, dentelles à la main, papiers, cartes et pellicules sensibilisées, armes de commerce à feu et certains meubles.

En échange, nous obtenions la consolidation des droits sur les vins, vins mousseux, bandages en caoutchouc, ontifs, métaux, vêtements à filles, automobiles.

Nous donnons pour l'entrée en France, dans les limites d'un contingent assez réduit, pour les chaux hydrauliques et ciments, certains avantages au Luxembourg. Ce petit accord comportait par ailleurs l'engagement réitéré de la Belgique, puis par une contre-lettre, de mettre enfin en application la législation sur les appellations d'origine. La lettre ne contient, malheureusement, pas autre chose.

Que s'est-il passé depuis? La Belgique n'a pu maintenir la stabilisation. Elle a pris une série de mesures douanières d'une intensité d'énergie très redoutable pour notre exportation. Ce n'est pas 30%, c'est 100, 200, 400, 600% qu'elle a ajoutés à ses droits de douane. Nous avons eu, plus que d'autres, à nous plaindre de cette augmentation de droits, parce que c'est sur les produits français que pèse surtout la majoration des droits, les droits n'étant pas consolidés. Par deux décrets, du 28 juin et du 28 septembre, la Belgique élève ses droits sur des articles qui nous atteignent. Néanmoins, il faut ratifier,

parce que, si nous ne ratifions pas, les produits, qui représentent pour nous environ 400 à 500 millions, inclus dans cet arvenant, pourraient être eux-mêmes relevés.

L'exemple belge corrobore l'exemple italien. Le paiement des dents en or pourrait être une solution, comme le disait M. Delahaye, mais il n'y a pas que le ministère du Commerce. Une valorisation au taux de l'or, si elle était instituée pour les domaines, pourrait être réclamée demain pour les salaires.

M. Néron fait remarquer que l'exposé des motifs signale l'accord entre les fabricants français et les fabricants belges au sujet des dentelles à la main. Mais ce n'est pas, ajoute-t-il, l'unanimité des fabricants. Par une lettre du 23 juillet dernier, adressée à M. Néron, la Chambre syndicale des fabricants de dentelles et passementeries de Paris proteste énergiquement contre la situation qui en fait à cette industrie. M. le Rapporteur demandera à la Commission de vouloir faire, dans le rapport, la réserve que, dans les prochaines négociations à intervenir avec la Belgique, il soit fait état de cette protestation.

M. Serruys remet à M. Néron un dossier contenant les lettres approbatives de la Chambre syndicale de la broderie et passementerie de Paris.

M. Néron fait observer que ce sont surtout des négociants et non des fabricants.

115
M. Serruyx dit qu'il s'est adressé également à Calais et à Saint-Quentin.

M. Serruyx ajoute : Nous n'allons pas laisser sans réponse la majoration des droits belges. Il faudra d'abord une garantie de consolidation réciproque, mais il faudra surtout que la Belgique abaisse ses droits. Nous pourrions le faire uniquement en mettant la Belgique en présence d'un nouveau tarif français. Nous trouverons là l'occasion de donner satisfaction à l'industrie dont a parlé M. Néron. Le négociateur des accords commerciaux sera très heureux de trouver dans le rapport une arme pour les futures transactions.

M. Néron remercie. Il demande quand le rapport sera déposé à la Chambre.

M. Serruyx répond que le rapport de M. Nicols sera distribué vraisemblablement vers la fin de la semaine, c'est-à-dire à la veille de la séparation.

M. Néron parle des ristournes, qui atteignent, selon les renseignements qui lui ont été donnés, environ 1 million de francs, et dont bénéficieraient non seulement les Belges, mais aussi les Allemands, les Italiens, etc.

M. Serruyx dit qu'il a fallu procéder à des adaptations, à la suite de la mesure brutale d'augmentation de 20%.

M. Japy pose une question au sujet du nouveau tarif des douanes, actuellement arrêté par le Directeur des Affaires commerciales, M. Fighiera. Il craint que si on remet à l'Allemagne, à l'occasion du nouvel arrangement franco-allemand le projet du nouveau tarif de douanes, on ne puisse plus le modifier. M. Japy voudrait qu'on présentât un tarif un peu plus élevé, qui permette à M. Serruy de faire des concessions.

M. Serruy répond qu'il n'en est pas ainsi. Le tarif ne sera pas communiqué, avant qu'il soit au point. La question, d'ailleurs, ne le concerne point et regarde son collègue.

M. le Directeur ajoute que le sonet du gouvernement et que le contact entre les commissions et le gouvernement soit aussi fréquent et aussi complet que possible.

Après avoir demandé à la Commission de l'entendre vendredi au sujet des rapports franco-espagnols, M. le Directeur se retire.

Un échange de mes a lieu sur l'accord franco-italien.

M. le Rapporteur fait remarquer que, en ce qui concerne les Sins, un accord ~~est~~ intervenu entre les intéressés. Or, depuis, il y a eu un nouveau tarif en Italie.

M. le Président répond que M. Noël qu'il pourra

147
y faire allusion dans son ~~rapport~~ commentaire, mais
il ajoute que l'on ne peut empêcher que les choses
marchent.

M. le Rapporteur, appuyé par M. Lauraine, relève
que M. le Directeur a dit que les droits du tableau C
étaient consolidés sans l'éché et qu'ils étaient soumis
à Douane, alors que rien dans la Convention ne
le spécifiant.

M. le Président répond qu'il convient de se renseigner
au Ministère. Il ajoute que quand on parle de
consolidation d'un droit, cela ne veut pas dire que
ce droit conserve la même protection sur la
marchandise que celle qu'avait cette marchandise
au moment où on a voté le droit. Cela veut
dire que quand un droit est consolidé en faveur
d'un pays, on ne peut toucher à ce droit en faveur
qu'avec l'assentiment de ce pays. Réciproquement
cela ne veut pas dire que l'incidence de ce droit
donne au point de vue de la protection sera toujours
la même. Cela veut dire que si on a mis 100 francs
on ne peut toucher à ces 100 frs que si le pays
intéressé y consent. Ceci se demande M.
le Rapporteur, c'est de vérifier si on a donné à
l'Italie le droit de dire que si on touche au tableau C
on viole les engagements.

Sous ces réserves, M. le Rapporteur Général
est autorisé à rédiger un rapport tendant à
la ratification des accords.

En ce qui concerne l'avenant avec la Belgique, M. Néron, rapporteur, est prié de déposer un rapport favorable le plus tôt possible. Il est entendu que le Rapporteur parlera aussi de tout ce qui a suivi la convention jusqu'au moment actuel.

Pour l'accord avec l'Allemagne, qui ne sera soumis à la ratification qu'à la rentrée des Chambres, il y aura lieu à ce moment de désigner un nouveau rapporteur. M. Scheurer ne se représentant pas aux élections sénatoriales. Cependant M. le Président demande s'il ne conviendrait pas que la Commission exprime dès maintenant son approbation.

M. Noël dit qu'il ne peut encore se prononcer. Il suggère que M. Chapral accepte de se charger lui-même du rapport.

II D'accord avec M. Noël, M. Haude est désigné définitivement comme rapporteur du projet concernant les zones franches.

M. Néron est chargé définitivement du rapport sur les droits de sortie en Indo-Chine au nom de la Commission des Douanes. Il avait en effet été désigné primitivement pour le même rapport par la Commission des Colonies, à laquelle

le projet avait été renvoyé par erreur.

M. le Président, d'accord avec le Président de la C. des Colonies, demandera au Sénat de régulariser cette situation, les projets de ce genre ayant toujours été considérés comme du ressort de la Commission des Domaines.

La séance est levée à 16 heures

3

Texte du Communiqué fait à la presse :

La C. des D. et des C. C. du Sénat, réunie sous la présidence de M. Chapral, a entendu M. Serruys, Directeur des Accords Commerciaux au Ministère du Commerce, sur les arrangements commerciaux des 29 mai et 15 août 1926 avec l'Italie, intéressant notamment les soies, les vins et les ferrailles, et le dernier accord conclu le 10 avril 1926 avec l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

M. a chargé les rapporteurs, MM. Noël et Herm, de préparer des rapports tendant à la ratification de ces accords.

Séance du jeudi 17 décembre 1926

La séance se ouvre à 15 h. 30, sous la présidence de M. Chapsal.

Sont présents : MM. Chapsal, Haude, Néron, Scheuer, Lauraine, Brupard, Lujolas, Valette, Leugenis, Delahaye, Carrez, Tournan, Montenoël, Carillon.

Audition de M. Serruy, Directeur des Accords Commerciaux au Ministère du Commerce, sur les relations franco-espagnoles.

M. Serruy, Directeur des Accords Commerciaux, expose que lorsque le gouvernement a envisagé l'augmentation de 20% des droits de douane, à la fin du mois de mars, il s'en rendit compte des répercussions que cette mesure pourrait avoir.

M. de Peretti, notre ambassadeur à Madrid, fut chargé de demander au gouvernement espagnol son sentiment. Il reçut l'assurance que l'Espagne ne ferait pas d'objection à cette augmentation.

Peu après cependant, le ministre des affaires étrangères du cabinet de Madrid, M. Oros, demanda quelques compensations. On négocia. Au cours des négociations il fut décidé par son gouvernement le Madrid d'Espagne, en août. Le gouvernement espagnol voulait ainsi reprendre sa liberté

en vue de négociations avec d'autres pays, tels que l'Angleterre et la Russie. ~~Elle~~ voulait aussi reprendre la liberté de ses tarifs, en vue d'une plus forte protection.

Nous fîmes comprendre au gouvernement espagnol que le moment où nos troupes combattaient ensemble au Maroc n'était pas opportun pour discuter les accords commerciaux qui liaient les deux pays. On chercha et on trouva un compromis.

Nous ne demandâmes la consolidation de nos droits qu'aussi longtemps que nos concurrents bénéficieraient de la part de l'Espagne des mêmes avantages. Ce fut l'accord du 15 août.

Pendant deux mois l'application de l'accord fut correcte. Au bout de ce délai l'Espagne eut un repentir. Elle déclara que la note qui consolidait les droits pour l'Angleterre pendant toute la durée de l'accord se référait non pas à la liste A, mais à l'ensemble de l'art. 5 et, l'Angleterre ^{se voyant enlever aussi} ~~révoquant~~ les droits en question, elle nous les retirait en même temps.

L'Angleterre ne protesta pas immédiatement, car il s'agissait des vins.

De jour en jour la manœuvre s'éclaircit. Ce furent les sricus, puis les pneumatiques, puis les produits chimiques.

Nous protestâmes. Au même temps, nous demandâmes à l'Angleterre son sentiment. Elle nous donna raison, mais négligea de le dire à Madrid. Nous nous demandâmes à notre ambassadeur à Madrid de se mettre en rapports avec son collègue anglais, et nous nous agîmes également ici auprès de l'ambassade. ~~Mais~~ Nous ne savons pas si l'Angleterre réclamera.

Mais, à supposer que l'Angleterre ne proteste pas, nous ne pouvons pas admettre que par une mesure unilatérale le gouvernement espagnol décide un accord avec d'un côté la contrepartie.

La situation en donc très tendue, elle est aussi très urgente.

Si nous considérons qu'il y a l'Espagne et un violateur, nous devons ~~pour~~ recourir à la détermination, prise d'un que décide l'Espagne, car elle lui permettrait encore pendant trois semaines d'exporter ses vins, ses oranges et ses citrons à l'époque favorable.

Nous pouvons encore laisser courir la contrepartie, sans agir. Mais cela signifierait l'arrêt de nos exportations au moment où l'Espagne ferait en France d'importantes affaires.

Enfin nous pouvons recourir, en vertu de la loi douanière, art. 3 § 7, à la rétorsion, qui rétablirait l'équilibre, en frappant d'un tarif général ou d'un tarif équivalent les principaux produits espagnols, tout en proposant de soumettre le litige à un arbitre agréé par les deux parties.

C'est ce dernier moyen qui a paru préférable au gouvernement et il en a avisé le gouvernement espagnol. ^{Les négociations sont en cours.}

La Commission ^{des affaires} de la Chambre l'a déjà approuvé par une motion, votée dans la dernière séance.

La Commission des Affaires de Sénat est sollicitée d'appuyer également par une motion l'acte du gouvernement.

Après un échange d'observations entre MM. Bompard, Luján, Laroche, M. le Président, et M. le Directeur des Affaires Commerciales,

153
qui rappelle que la France s'en déjà prêtée à un
arbitrage dans l'affaire Itospano-Sauza sur les bénéfices
de guerre (arbitrage ou l'arbitre, M. Jusseau adre, a
donné tort à la France), la Commission adopte
à l'unanimité la motion suivante :

LA COMMISSION DES DOUANES ET DES CONVENTIONS
COMMERCIALES DU SENAT, après avoir entendu les explica-
tions du Ministre du Commerce sur les difficultés qui
viennent de se produire au sujet de l'accord du 15 août
régulant nos rapports économiques avec l'Espagne, consi-
dère que les mesures prises par le Gouvernement espagnol
ne sont pas conformes aux stipulations de cet accord.

Elle invite le Gouvernement français, après avoir
recouru à toutes les instances diplomatiques, à user des
pouvoirs que lui confère l'article 3 de la loi douanière
de 1910 pour rétablir dans les rapports économiques des
deux pays une réciprocité de fait, et à proposer en
même temps à un pays ami la solution du litige actuel
par la voie de l'arbitrage.

La séance se levée à 16h 20

(Motion communiquée au Ministre du Commerce et
à la presse) -

Le Président

J. Chapuis

[Motion qui avait été adoptée par la Chambre des députés.]

Douanes. Jeudi 9 décembre 1926. — Présidence de M. Jean Bosc, président. — La Commission a entendu M. Serruys, directeur des accords commerciaux au Ministère du Commerce et de l'Industrie. Celui-ci a mis la Commission au courant de l'état des négociations avec la Belgique et l'Italie.

La Commission a adopté les deux résolutions suivantes :

1^o La Commission, justement préoccupée de l'importance et de l'urgence du vote de la nouvelle loi douanière, ainsi que de la tarification qu'elle comporte indispensable à la négociation des accords commerciaux, demande instamment au Gouvernement de ne pas en retarder davantage le dépôt.

2^o La Commission exprime son émotion de voir la convention signée avec l'Espagne le 15 août 1926 recevoir de la part de ce pays une application incompatible avec son esprit et son texte, et invite le Gouvernement à prendre toutes mesures pour que les dispositions de cette convention soient respectées, ou pour que la France puisse agir d'une manière réciproque.

Un différend douanier franco-espagnol est réglé

A la suite de la conclusion de l'avenant commercial du 14 août dernier, un différend portant sur l'interprétation d'un texte contractuel, était survenu entre le gouvernement français et le gouvernement espagnol.

De nombreuses marchandises françaises avaient été arrêtées à la frontière espagnole par l'application de droits de douane plus élevés que ceux sur lesquels nos exportateurs avaient tablé.

Après des négociations poursuivies activement dès la naissance du différend entre Paris et Madrid, le gouvernement espagnol a accepté de rétablir le *statu quo*.

Les marchandises françaises continueront donc à bénéficier, à leur importation en Espagne, des réductions douanières dont elles jouissaient auparavant.

(Le Matin - 26-1-27)

SÉNAT
Convocation

Paris, le 27 Janvier 1927

Monsieur le Sénateur,

La Questure du Sénat a l'honneur de vous
informer que la COMMISSION DES DOUANES ET DES
CONVENTIONS COMMERCIALES dont vous êtes Membre,
se réunira le

VENDREDI 28 JANVIER 1927

à 15 HEURES 15

LOCAL DE LA COMMISSION

afin de se constituer.

SÉNAT
Convocation

~~Quelques-uns~~

Monsieur Hirschfeld
Senateur

Palais du Sénat

Paris

LE NOUVEL ACCORD COMMERCIAL FRANCO-HONGROIS VIENT D'ÊTRE SIGNÉ

Il complète la convention
du 13 octobre 1925

A la suite des négociations poursuivies à Paris, l'accord commercial franco-hongrois qui était à l'étude a été signé samedi dernier par MM. Briand et Bokanowski pour la France et par MM. de Koranyi et de Nickl pour la Hongrie.

Cet accord se présente sous la forme d'un avenant à la convention commerciale franco-hongroise du 13 octobre 1925.

En ce qui concerne les exportations françaises, des améliorations sont obtenues, notamment pour les eaux-de-vie et liqueurs, les vins mousseux et de Champagne, certains articles de parfumerie et de toilette, les fils de coton, les tissus de coton, les velours de laine, les articles de lingerie, certains articles de mécanique, etc... Enfin, des précisions ont été apportées :

1° Au régime d'importation de nos automobiles de tous genres et des pièces détachées, en Hongrie.

2° En ce qui concerne la concurrence faite à nos cognacs par des eaux-de-vie similaires de provenance non française.

De son côté, la Hongrie obtient notre tarif minimum pour un certain nombre de produits qui jusqu'ici étaient soumis au tarif général ou à des droits intermédiaires.